

A bas les rafles racistes ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !



Le Bolchévik

29 mai – La manifestation parisienne du Premier Mai était cette année marquée par la présence de milliers de travailleurs sans papiers, principalement originaires de l'Afrique de l'Ouest, qui ont gonflé les rangs autrement clairsemés des cortèges CGT. La mobilisation a commencé le 15 avril lorsque la CGT a coordonné le départ en grève d'un millier de sans-papiers, principalement employés dans la restauration, le nettoyage et le bâtiment (et le gardiennage). Nous disons : **Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici !** Nous luttons pour une direction lutte de classe dans les syndicats, qui se battraient pour mobiliser plus largement la classe ouvrière, Français et immigrés, **avec des grèves ouvrières pour arracher la régularisation de tous les sans-papiers.**

Les entreprises concernées employant souvent une majorité de sans-papiers, la grève a eu pour effet de bloquer toute une série de petites entreprises, même si à aucun moment à notre connaissance la CGT n'a fait appel aux collègues avec des papiers à se joindre à la grève. Mais les flics ont fait traîner en longueur la régularisation des mille premiers dossiers et n'ont délivré que

quelques autorisations de séjour au compte-gouttes, attendant que l'opinion des petits patrons se retourne et que le mouvement pourrisse. En résultat, la CGT a lancé le 21 mai une deuxième vague de grèves de plusieurs centaines de sans-papiers supplémentaires. Pendant ce temps on s'approche de la prise par l'impérialisme français de la présidence de l'Union européenne pour le deuxième semestre de l'année, avec comme priorité une nouvelle aggravation de la répression contre les sans-papiers, y compris en interdisant aux Etats membres de procéder à des régularisations « massives » de sans-papiers. **A bas l'Union européenne, cette forteresse raciste !**

Cette mobilisation montre le rôle que jouent les sans-papiers dans de nombreux secteurs de l'économie, où ils forment une composante importante, particulièrement exploitée, du prolétariat. Elle montre aussi à quel point il est dans l'intérêt de la classe ouvrière de se mobiliser en défense de sa composante la plus opprimée, ses frères de classe immigrés, de **syndiquer les non-syndiqués, y compris les sans-papiers**, et d'avancer la revendication élémentaire à **travail égal salaire égal**. Inversement, une défaite de cette lutte encouragerait les capitalistes à multiplier les attaques contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Suite page 13



Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Aucune déportation !

Afrique du Sud : il faut mobiliser les syndicats contre la terreur anti-immigrés !

Johannesburg, le 19 mai – Les attaques pogromistes contre les immigrés se poursuivent maintenant pour la deuxième semaine. D'après les chiffres officiels, 22 personnes ont été tuées dans la région de Johannesburg, et de nombreuses autres ont été mutilées et violées. Des milliers de personnes ont été chassées de leur maison, de leur cabane ou de leur échoppe. Trois personnes ont été brûlées vives. Les attaques ont commencé le 11 mai à Alexandra, une township noire miséreuse où vivent plusieurs centaines de milliers de personnes. Des bandes d'émeutiers prenaient pour cible les immigrés, originaires principalement du Zimbabwe, du Mozambique et du Malawi. Plus tard dans la semaine, les attaques se sont étendues à Diepsloot et d'autres townships, puis hier au quartier central des affaires de Johannesburg.

En pleine terreur anti-immigrés, Spartacist South Africa, la section sud-africaine de la Ligue communiste internationale, a diffusé un tract appelant les puissants syndicats de ce pays à se mobiliser en défense des immigrés et à unir tous les pauvres dans la lutte pour l'emploi et pour un logement décent pour tous. Ce tract a été diffusé à un rassemblement qui, le 17 mai, a réuni quelques centaines de personnes pour protester contre l'augmentation des prix des produits alimentaires, contre les élections au Zimbabwe et la xénophobie. Ce rassemblement était organisé à l'appel du Congress of South African Trade Unions (COSATU, la centrale syndicale), et était soutenu aussi par le Parti communiste sud-africain (SACP), le Forum anti-privatisations et d'autres organisations réformistes et libérales.

Même les porte-parole du gouvernement reconnaissent que la cause profonde des pogromes est la colère contre les conditions de vie dans les townships, qui demeurent sans espoir 14 ans après la fin de l'apartheid. Mais c'est le gouvernement de l'Alliance tripartite, composée du Congrès national africain (ANC) et ses partenaires du SACP et de la bureaucratie syndicale du COSATU, qui est responsable de cette situation. Il y a en permanence des protestations dans les townships de tout le pays contre le manque de services publics – par exemple l'électricité, le logement, l'eau courante et le tout-à-

l'égout. Les dirigeants traîtres du SACP et du COSATU refusent à ce jour d'organiser la moindre manifestation ou mobilisation ouvrière de masse pour combattre les attaques visant les immigrés.

Les violences sont encouragées par la police : en envahissant les townships celle-ci mène ses propres attaques dans les zones résidentielles et dans la rue. Alors que des centaines de personnes s'étaient réfugiées dans un poste de police d'Alexandra, la ministre de l'Intérieur Nosiziwe Mapisa-Nqakula a annoncé le 14 mai que le gouvernement ne déporterait pas maintenant les immigrés « illégaux ». Le lendemain même la police arrêtait à Olifantsfontein, près de la township de Tembisa, 32 immigrés qu'elle avait « sauvés » mais qui étaient sans papiers. Alors qu'on l'interrogeait sur la déclaration de la ministre, un porte-parole de la police a répondu : « Nous ne faisons que notre travail. » Deux jours plus tard, non loin de Soweto, la police arrêtait un minibus et exigeait de deux femmes, considérées comme ayant la peau « trop sombre » pour être sud-africaines, qu'elles montrent leurs cicatrices de vaccination pour soi-disant prouver leur citoyenneté.

L'ampleur des attaques montre le danger qu'éclatent des violences encore beaucoup plus sanglantes entre groupes noirs africains et entre ceux-ci et les Métis et les autres minorités. A Alexandra, des personnes parlant zoulou auraient été impliquées dans des attaques non seulement contre des immigrés mais aussi contre des Sud-Africains parlant le venda, le xhosa, le shangaan ou d'autres langues. L'hostilité inter-ethnique avait été renforcée sous l'apartheid, le régime de la suprématie blanche. Mais la terreur anti-immigrés et les divisions intertribales demeurent des caractéristiques de l'ordre capitaliste de néo-apartheid sous l'Alliance tripartite. D'après l'Association somalienne d'Afrique du Sud, 471 Somaliens ont été assassinés depuis 1997. Dosso Ndessomin, un réfugié de Côte d'Ivoire qui représente l'Organe de coordination des communautés réfugiées, déclarait au *Mail & Guardian* (16 mai) : « Cela commence avec de la xénophobie et quand ils en auront fini avec les étrangers ils se tourneront vers le tribalisme. Croyez-moi, ce sera bien, bien pire que tout ce qu'on a vu jusqu'à présent. »

En appelant à un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, nous écrivions en 1997 dans notre brochure « La lutte pour un parti d'avant-garde révolutionnaire : polémiques avec la gauche sud-africaine » :

« Les attentes répandues en termes de logement et d'emploi ne peuvent être satisfaites ; même de simples revendications démocratiques comme le droit à l'éducation pour tous les enfants, ou le droit des femmes à la contraception et à l'avortement, sont déniés à l'immense majorité de la population du fait des inégalités sociales et du manque d'équipements. Si la frustration des masses ne trouve pas son expression sur une ligne *de classe*, elle alimentera toutes sortes de divisions et les rendra plus profondes. »

– Traduit de Workers Vanguard n° 915, 23 mai

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationale)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

expulsions et qui réclament un logement simplement décent et un service d'eau et d'électricité. La crise actuelle de l'électricité conduit la société d'énergie Eskom à pratiquer périodiquement des coupures non seulement dans les villes et les townships, mais aussi dans les mines de platine et d'or et dans d'autres entreprises capitalistes vitales. Des milliers de mineurs risquent d'être licenciés car les patrons menacent de fermer les mines les moins productives.

En juin 2005, Mbeki avait limogé Zuma de son poste de vice-président, officiellement pour corruption. Nous notons alors que « les directions du SACP et du COSATU ont cherché à détourner la colère qui monte au sein de la classe ouvrière et des pauvres des townships contre le gouvernement vers le soutien au "camp" Zuma dans l'ANC » (« Révolution permanente contre trahison stalinienne "par étapes" », *Workers Vanguard* n° 875, 1^{er} septembre 2006 ; reproduit dans *Spartacist South Africa* n° 5, printemps 2007). Nous, révolutionnaires trotskystes, sommes par principe opposés à l'Alliance tripartite, un front populaire nationaliste qui subordonne les intérêts des exploités et des opprimés à la classe dirigeante capitaliste. C'est un **gouvernement bourgeois** qui joue le rôle de comité exécutif gérant les affaires de la classe capitaliste tout entière. Nous n'accordons aucun soutien politique à aucun politicien bourgeois, que ce soit Zuma, Mbeki ou Nelson Mandela. Et nous ne nous présentons pas non plus aux élections pour les postes exécutifs de l'Etat capitaliste, comme maire ou président. Depuis le niveau local jusqu'à celui du gouvernement national, de tels postes sont responsables du commandement des détachements d'hommes armés – la police, les gardiens de prison et l'armée – qui constituent le cœur de l'Etat capitaliste.

Spartacist South Africa, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) [LCI], lutte pour arracher le prolétariat et les masses opprimées à l'Alliance tripartite et à toutes les formes de collaboration de classes. Nous luttons pour construire un parti ouvrier léniniste-trotskyiste sur la base de l'indépendance de classe du prolétariat. Conformément à la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky, nous disons que la libération des exploités et des opprimés nécessite une révolution prolétarienne pour renverser le capitalisme de néo-apartheid et instaurer un **gouvernement ouvrier centré sur les Noirs** qui expropriera la classe capitaliste et luttera pour étendre le pouvoir ouvrier au niveau international, en particulier aux centres impérialistes de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et du Japon.

Le SACP : un parti ouvrier bourgeois

Opposé à la lutte pour la révolution socialiste, le SACP déclare que « l'Etat démocratique de l'après-1994 n'est pas intrinsèquement capitaliste, il est, en fait, une réalité de classe àprement contestée » (*Bua Komanisi !*, édition spéciale, mai 2006). Ce galimatias est la négation complète des enseignements de Karl Marx, de Friedrich Engels et de V.I. Lénine, qui argumentaient sans relâche qu'il n'existe pas de « démocratie » neutre du point de vue des classes, et qui combattaient les illusions que l'Etat pourrait concilier les intérêts de classe opposés de la bourgeoisie et du prolétariat. Tout Etat est un appareil de répression qui protège les intérêts sociaux et les formes de propriété de la classe dominante. Résumant les leçons de la Commune de Paris de 1871, Marx et Engels déclaraient : « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonc-



Baynes/Die Burger

Des grévistes défilent à Durban pendant la grève de la fonction publique de juin 2007, la plus grande grève depuis la fin du gouvernement d'apartheid en 1994.

tionner pour son propre compte » (préface à l'édition allemande de 1872 du *Manifeste du Parti communiste*). Le prolétariat ne pourra s'émanciper qu'avec une révolution socialiste qui brisera l'Etat capitaliste et créera un Etat ouvrier – la dictature du prolétariat.

Comme sous l'apartheid, le rôle de l'Etat capitaliste dans la « nouvelle » Afrique du Sud « démocratique » est de défendre le pouvoir et les profits des « randlords » [magnats de l'industrie minière] – et les intérêts de leurs partenaires et patrons à Wall Street et dans la City de Londres – contre les travailleurs opprimés noirs, métis et indiens. La division raciste fondamentale entre la minorité blanche privilégiée, qui vit dans les conditions du « premier monde », et la masse de la population noire, qui vit la pauvreté du tiers-monde, existe toujours. Pour justifier son régime, l'Alliance tripartite promeut l'idéologie du nationalisme – l'idée fausse que les Africains noirs, brutalement opprimés par le pouvoir blanc, ont tous un intérêt commun qui transcende les divisions de classes. Le SACP emballe cette politique de collaboration de classes sous l'étiquette de la « révolution nationale démocratique », une version du programme menchévique-stalinien de « révolution par étapes ».

La fausse conscience du nationalisme, maintenant renforcée avec le remplacement de l'arrogant technocrate Mbeki par le populiste Zuma, est le ciment qui lie l'Alliance tripartite, et le plus grand obstacle pour gagner des ouvriers avancés à une vision marxiste. Un exemple d'une éclatante clarté est l'idée colportée par les dirigeants du SACP et du COSATU, ainsi que par d'autres réformistes, que dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid les policiers noirs seraient les amis des travailleurs. Cette illusion est renforcée par le fait que certains des flics de la « nouvelle » Afrique du Sud avaient porté les armes dans la lutte de l'ANC contre l'apartheid. Sous l'apartheid, les flics noirs étaient haïs parce qu'ils étaient considérés, à juste titre, comme au service des intérêts de l'opresseur. Mais maintenant, la ligne de l'ANC et des réformistes qui le soutiennent est que cet Etat, avec son gouvernement « démocratique » de la majorité noire, est au service des masses. Donc un flic blanc est peut-être toujours un Boer raciste, mais un flic noir est un « camarade ». Pourtant, ils font la même chose : ils brisent des grèves et tirent des balles en caoutchouc sur les habitants des townships et les

étudiants qui manifestent. Les policiers sont payés pour maintenir le pouvoir capitaliste raciste. En Afrique du Sud comme ailleurs, la LCI exige : flics, hors du mouvement ouvrier !

Le SACP, un parti réformiste avec derrière lui des dizaines d'années d'une collaboration de classes profondément enracinée, est un obstacle à la lutte pour forger une direction révolutionnaire du prolétariat et des masses opprimées. C'est ce que Lénine appelait un parti ouvrier bourgeois, avec une base ouvrière et une direction et un programme procapitalistes. Il y a de plus en plus de colère, de mécontentement et d'agitation à la base du SACP. Un parti ouvrier révolutionnaire se construira à travers une bataille politique contre le SACP et d'autres groupes réformistes, dont il faut arracher les meilleurs éléments à leur direction collaborationniste de classes pour les gagner au programme trotskyste.

Les directions du SACP et du COSATU : les lieutenants ouvriers du capitalisme

En vertu de son rôle dans la production, seul le prolétariat a la capacité de refuser de fournir sa force de travail et ainsi de fermer le robinet du profit capitaliste. Ceci lui donne le potentiel d'entraîner derrière lui tous les opprimés pour briser le système d'exploitation capitaliste, s'emparer des moyens de production et construire une économie collectivisée. La direction du SACP, qui se confond largement avec la bureaucratie du COSATU, rend à la bourgeoisie des services qui ne se limitent pas simplement au niveau électoral. Elle a puissamment contribué à contenir les luttes ouvrières, tout en fournissant des ministres et des premiers ministres de provinces dans les gouvernements dirigés par l'ANC et son appareil répressif.

La loyauté du SACP envers l'ordre bourgeois s'est manifestée clairement en 1990 pendant la grève de Mercedes-Benz Afrique du Sud à East London qui s'inscrivait dans une éruption massive de combativité ouvrière pendant les années du déclin de l'apartheid. Les ouvriers qui occupaient cette usine avaient hissé, sur les mâts de l'usine, les drapeaux de l'ANC et du SACP, autorisés depuis peu alors qu'avaient lieu les négociations sur le « partage du pouvoir » avec les dirigeants de l'apartheid. Frappé d'horreur par cette démonstration de la puissance sociale des ouvriers, le dirigeant du SACP, feu Joe Slovo, et celui du National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA – syndicat national sud-africain de la métallurgie), Moses Mayekiso, furent amenés sur place en avion, à la demande de la société, pour faire reprendre le travail aux grévistes. Comme nous l'écrivions dans « L'Afrique du Sud et la révolution permanente » (voir *le Bolchévik* n° 107 et n° 108, janvier et février 1991), le SACP, employant son capital de réputation de combativité dans la lutte contre l'apartheid, « est le véhicule par lequel les dirigeants sud-africains cherchent à dompter les combattifs syndicats noirs et à les amener à participer activement à la construction de l'Etat capitaliste de l'«après-apartheid» ».

Quelques années plus tard, le gouvernement Mandela entreprenait de mettre fin à une vague de grèves menée par des ouvriers majoritairement noirs, dont les espoirs avaient été aiguisés par le démantèlement de l'apartheid. C'était la période du « Programme de reconstruction et de développement » (RDP), élaboré par le COSATU, que le SACP, conformément à sa mythologie d'une « révolution nationale démocratique », dépeint comme un âge d'or. La politique prétendument « pro-ouvrière » du RDP aurait soi-disant été abandonnée lors de la mise en place, en 1996, du programme « Croissance, emploi et redistribution » (GEAR). Le SACP



Thembikosi Dwayisa

En haut : le président de l'ANC Jacob Zuma (à gauche) avec le secrétaire général du SACP Blade Nzimande et le secrétaire général du COSATU Zwelinzima Vavi. En bas : l'ex-président du COSATU Willie Madisha avec le président sud-africain Thabo Mbeki (à droite).



Business Day

brandit le RDP comme une « preuve » qu'on peut faire pression sur un gouvernement dirigé par l'ANC pour qu'il serve les intérêts de la classe ouvrière. Il faut pour cela commencer par nier, de façon mensongère, le caractère de classe de l'Alliance tripartite : un gouvernement bourgeois qui sert les intérêts des capitalistes. Ce même conte de fées est colporté par des réformistes comme ceux du Democratic Socialist Movement [membre de la même tendance internationale qu'en France la Gauche révolutionnaire] qui prétendent qu'avant l'introduction de GEAR, l'ANC aurait pu être gagné au socialisme !

Comme nous le notions à l'époque dans notre presse, les promesses de réformes du RDP étaient une arnaque complète (« Le régime de Mandela s'attaque aux travailleurs noirs », voir *le Bolchévik* n° 137, mars-avril 1996). La période prétendument progressiste du RDP coïncidait largement avec le premier régime de l'après-apartheid, le « Gouvernement d'unité nationale », une coalition entre l'Alliance tripartite et le Parti nationaliste blanc de F.W. De Klerk. C'était dans ce contexte qu'en 1995 les flics avaient tiré contre une grève combative des employés municipaux, et qu'avait eu lieu une grève nationale des infirmières. Quand les infirmières dénoncèrent en Mandela « le conducteur du train des nantis », un certain nombre de bureaucrates du SACP et du COSATU dénoncèrent leur grève comme « contre-révolutionnaire ». Cette grève fut brisée, et 6 000 infirmières furent licenciées par le gouvernement de la province du Cap-Oriental, dirigé par feu

Raymond Mhlaba, qui était alors secrétaire général du SACP ! Cela fut suivi, en 2000, par l'écrasement d'une grève sauvage à l'usine Volkswagen d'Uitenhage, près de Port Elizabeth. Après que Thabo Mbeki, devant le Parlement, avait dénoncé cette grève comme « illégale et injustifiée », le dirigeant du SACP Blade Nzimande qualifia son discours de « très unificateur ». La bureaucratie du NUMSA, dominée par le SACP, se mobilisa pour briser la grève. Plus de 1 300 ouvriers furent licenciés, et 200 flics armés occupèrent les townships voisins pour réprimer toute résistance.

La grève des services publics de l'an dernier a été trahie par les dirigeants du COSATU, qui ont refusé de mobiliser des syndicats comme ceux des mineurs et de la métallurgie qui avaient la puissance sociale nécessaire pour la gagner. Ce même SACP, qui prétendait soutenir la grève, a joué le rôle de briseur de grève via ses ministres dans le gouvernement : le ministre de la Sûreté et de la Sécurité, Charles Nqakula, a envoyé l'armée et les flics contre les grévistes, tandis que le ministre des Services de renseignements Ronnie Kasrils lançait ses espions contre le syndicat des enseignants.

Léon Trotsky, codirigeant au côté de V.I. Lénine de la Révolution d'octobre 1917, écrivait dans son essai inachevé de 1940 « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » : « Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. » Il faut une nouvelle direction du mouvement syndical, une direction lutte de classe qui défende l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Forger une telle direction est inséparable de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, en arrachant le prolétariat à l'Alliance tripartite.

Le front populaire : non pas une tactique, mais le plus grand des crimes

Lors du congrès de Polokwane, des responsables nationaux du SACP ont accédé à des responsabilités de tout premier plan au sein de l'ANC. Ce sont là les fruits de l'appel maintes fois réitéré aux travailleurs pour qu'ils viennent « grossir les rangs de l'ANC » ; cet appel joue sur les illusions que la classe ouvrière pourrait accéder à « l'hégémonie » au sein de l'Alliance tripartite. Comme ils font partie intégrante du gouvernement dirigé par l'ANC, les dirigeants du SACP portent une responsabilité pour les attaques du gouvernement contre les travailleurs et les pauvres, ainsi que pour la négligence criminelle envers les séropositifs et les malades du sida.

L'alliance ANC/SACP/COSATU est un front populaire nationaliste, une formation *bourgeoise*. Comme nous l'écrivions dans la brochure spartaciste *The Stalin School of Falsification Revisited* [L'école stalinienne de falsification revisitée] : « Le front populaire n'est rien d'autre qu'une expression des théories et des pratiques de la collaboration de classes, un bloc d'organisations et de partis, représentant plusieurs classes sur la base d'un programme commun, la défense de la démocratie bourgeoise. » Dans le front populaire, les partis ouvriers réformistes acceptent les limites du



Exécution d'un communiste chinois en 1927. Des milliers d'entre eux furent massacrés après le coup d'Etat de Chiang Kai-shek, dirigeant du Guomindang (GMD). Les stalinien avaient subordonné le prolétariat aux nationalistes bourgeois du GMD pendant la Révolution chinoise de 1925-1927, et avaient ordonné aux communistes d'entrer dans le GMD, ce qui a conduit au massacre des communistes et des ouvriers combattifs.

programme de leur « allié » capitaliste. L'alliance du SACP/COSATU avec l'ANC signifie la subordination des intérêts indépendants du prolétariat à ceux du nationalisme bourgeois. L'Alliance tripartite enchaîne les travailleurs à leurs ennemis de classe : les capitalistes et les élites noires sont les cavaliers, et les travailleurs les chevaux. Et cela continuera sous Zuma.

En Russie, après la Révolution de février 1917 et l'effondrement du gouvernement du tsar, les réformistes menchéviques soutenaient le gouvernement provisoire libéral bourgeois, et plus tard y ont participé, formant un gouvernement de front populaire (même si le terme n'existait pas à l'époque). Lénine mena une lutte politique impitoyable contre les menchéviques et tous ceux qui, dans le Parti bolchévique, adoptaient une attitude conciliante envers eux. Cela fut crucial pour préparer les bolchéviques à diriger la révolution d'Octobre qui créa un Etat ouvrier. C'est dans cette période que Lénine convergea en termes de programme avec Trotsky, dont la perspective de révolution permanente affirmait que la Révolution russe ne pourrait être victorieuse qu'en tant que révolution prolétarienne, soutenue par la paysannerie pauvre et luttant pour son extension internationale. Bien que trahie et finalement vendue par la bureaucratie stalinienne, qui usurpa le pouvoir politique du prolétariat à partir de 1923-1924, la révolution d'Octobre offre des leçons cruciales pour la lutte pour la révolution prolétarienne en Afrique du Sud et au niveau international (voir la nouvelle brochure en anglais de la Ligue communiste internationale, « Le développement et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky »).

L'histoire de la lutte de la classe ouvrière internationale contre l'esclavage salarié capitaliste est jonchée de trahisons perpétrées par le stalinisme, dont le dogme antimarxiste du « socialisme dans un seul pays » a signifié la poursuite du rêve illusoire d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial et l'opposition à la lutte pour la révolution socialiste internationale. Dans bien des cas, les travailleurs ont payé de leur sang la politique traître de leurs dirigeants,

par exemple lors de la Deuxième Révolution chinoise de 1925-1927 : le Comintern de Staline avait ordonné aux communistes chinois de se liquider dans le Guomindang (GMD), un parti nationaliste bourgeois, ce qui devait conduire à un massacre sanglant des communistes et des ouvriers combattifs par le GMD. En 1935, avec l'élaboration du « front populaire » lors du Septième (et dernier) Congrès du Comintern, les staliniens embrassaient explicitement et officiellement le programme de collaboration de classes avec les bourgeoisies « démocratiques ». Des trahisons front-populistes ont été perpétrées en France et en Espagne dans les années 1930, au Chili dans les années 1970 et ailleurs. A plusieurs reprises, des occasions de révolution ouvrière ont été gaspillées par les dirigeants traîtres staliniens. En 1936, Trotsky caractérisait le front populaire comme la « *question principale de la stratégie de classe prolétarienne*. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchévisme et menchévisme » (« Le RSAP et la Quatrième Internationale »).

Us et abus des questions de race et de classe en Afrique du Sud

Le SACP utilise le fait qu'historiquement race et classe se recourent en Afrique du Sud, pour justifier son alliance de collaboration de classes avec l'ANC ; cette alliance remonte à des décisions prises lors du Sixième Congrès de l'Internationale communiste stalinisée, en 1928. Ce phénomène provient du fait que la classe dirigeante de colons européens n'a pas permis le développement d'une classe de propriétaires africains noirs. Après la découverte de diamants et d'or dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la classe capitaliste a fait des profits fabuleux dans les mines et d'autres industries grâce à l'exploitation brutale des travailleurs noirs, métis et indiens.

Ce n'est que dans les années 1980, à l'apogée de la lutte anti-apartheid, particulièrement marquée par la combativité des travailleurs noirs, que la classe dirigeante blanche a compris l'importance de développer une petite-bourgeoisie noire comme *tampon* entre la majorité noire misérable et la minorité blanche privilégiée. Ceci a commencé à se mettre en place avant que ne se profilent les nouveaux privilégiés jouissant des faveurs de l'ANC, dans l'après-1994. L'aspiration d'une couche de Noirs à se faire intégrer dans la classe capitaliste blanche dominante était manifeste lors de la fondation en 1912 de l'ANC, dominée par des chefs tribaux, des avocats et autres représentants de l'élite noire.

La « Charte de la liberté » de l'ANC de 1955, que beaucoup de militants du SACP présentent comme un document « socialiste », ne fait aucunement référence au socialisme ou à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Elle avançait des revendications démocratiques de base comme « un homme, une voix » et l'égalité devant la loi, et appelait à ce que les richesses minières du pays, les banques et les monopoles « soient transférés à la propriété du peuple tout entier ». Même si beaucoup de gens présentent cela comme une revendication de nationalisation de l'industrie et de la terre, c'était un mot d'ordre nationaliste-populiste qui n'avait rien à voir avec l'expropriation socialiste de la classe capitaliste. Au fond, la Charte cherchait à promouvoir la création d'une classe capitaliste noire. En tout cas, Mandela et Cie ont abandonné toute mention des nationalisations peu après le démarrage des négociations sur le « partage du pouvoir ». Aujourd'hui, alors que le gouvernement de l'Alliance claire ses plans pour « faire accéder les Noirs au pouvoir économique », les « millionnaires à carte de crédit » noirs restent lourdement endettés auprès des banques et de leurs sponsors blancs. De



Oupa Nkosi

Kiptown, Soweto. 14 ans après la chute de l'apartheid, les masses noires sud-africaines continuent à vivre dans une affreuse pauvreté.

sorte que la corruption est devenue la principale voie d'accumulation du capital pour la petite couche des exploités noirs.

Pendant les années 1980, il y a eu d'immenses affrontements entre le régime d'apartheid et les masses opprimées. Tout en défendant ceux qui se battaient courageusement contre l'apartheid et la répression d'Etat, nous insistions que « la politique de l'ANC, qui consiste à « rendre les townships ingouvernables », est destinée à *faire pression* sur la classe dirigeante blanche, et non à la renverser » (« *Ecrasez l'apartheid ! Pour une révolution ouvrière !* », *Workers Vanguard* n° 395, 17 janvier 1986). Simultanément, l'ANC s'était lancé dans une campagne pour persuader les capitalistes occidentaux de retirer leurs investissements d'Afrique du Sud. En 1994, l'ANC a réalisé ses aspirations à partager le pouvoir avec la classe dirigeante blanche raciste. Beaucoup se plaignent aujourd'hui que l'ANC au pouvoir aurait abandonné son passé « révolutionnaire ». Mais ce que fait l'ANC est le résultat logique de son programme nationaliste bourgeois. En supervisant l'exploitation de « ses » travailleurs, il s'est comporté d'une manière qui n'est pas qualitativement différente de ce qu'ont fait d'autres anciens mouvements de libération nationale bourgeois, comme ceux d'Algérie ou du Zimbabwe.

Un facteur clé dans l'accès au pouvoir de la coalition dirigée par l'ANC a été, en 1991-1992, la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, qui pendant des décennies avait soutenu matériellement et diplomatiquement l'ANC. Avec l'écroulement du régime stalinien de Mikhaïl Gorbatchev, et dans le contexte de luttes ouvrières combattives en Afrique du Sud, l'ANC a adopté le « partage du pouvoir » avec la bourgeoisie raciste de l'apartheid, dont une aile acceptait l'idée que l'ANC au pouvoir ne menaçait plus l'oligarchie économique blanche.

Avec sa théorie de la révolution permanente, Trotsky a exposé la voie vers une libération nationale et sociale authentique en Afrique du Sud. Cette théorie se base sur la compréhension que la bourgeoisie des pays à développement capitaliste retardataire est trop faible, trop dépendante des impérialistes et trop effrayée par les masses pour mener à bien les tâches démocratiques associées aux révolutions bourgeoises classiques qui eurent lieu en Angleterre et en France. *Seule* la révolution socialiste prolétarienne peut satisfaire les besoins de justice sociale et économique que ressent avec acuité la majorité opprimée. Cette perspective s'exprime avec force dans la lettre qu'envoya Trotsky le 20 avril 1935 à ses

partisans en Afrique du Sud : « Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution *sociale* en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. »

La tâche d'émancipation nationale nécessite que le prolétariat s'empare du pouvoir et instaure un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs qui luttera farouchement pour étendre la révolution socialiste au niveau international. « Centré sur les Noirs » signifie précisément qu'il ne sera pas racialement exclusif, mais qu'il accordera une place à part entière et les droits démocratiques aux Métis, aux Indiens et à ceux parmi les Blancs qui seront prêts à vivre sous un gouvernement centralement basé sur les travailleurs africains noirs. Comme nous l'avons noté :

« Au lieu des famines massives et des conflits tribaux fratricides qui ont marqué les Etats néocoloniaux "indépendants" d'Afrique noire, un pouvoir de classe prolétarien en Afrique du Sud ouvrira la voie à une construction socialiste, sur la base du niveau le plus élevé de l'industrie et de la culture, dans laquelle les Blancs auront aussi forcément leur place [...]. L'Afrique du Sud est le seul endroit en Afrique sub-saharienne où existe la possibilité d'un Etat ouvrier, parce que dans ce pays la population noire a été partiellement absorbée, par le bas, dans une société industrialisée moderne qui peut, sur la base de la réorganisation révolutionnaire de la société, offrir une vie décente à ses citoyens. »

– « L'Afrique du Sud : sur le fil du rasoir », *Workers Vanguard* n° 376 (5 avril 1985), reproduit dans *Black History and the Class Struggle* n° 8 (juillet 1991)

Nous avons défendu notre mot d'ordre de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs contre la Workers International Vanguard League, une organisation basée au Cap-Occidental caractérisée par une sorte de « nationalisme métis » et qui avale le grand mensonge que la libération nationale et l'égalité raciale pourraient être réalisées sous le capitalisme (voir

« Une réponse à la Workers International Vanguard League », dans notre brochure de 1998, *Hate Trotskyism, Hate the Spartacists* n° 1, édition sud-africaine). Contre la politique de diviser pour régner des capitalistes, qui dresse les uns contre les autres des couches de la classe ouvrière, selon des lignes de clivage de couleur, de nation et de tribu, notre mot d'ordre encourage l'unité de classe du prolétariat, depuis les mineurs noirs jusqu'à la forte concentration d'ouvriers métis au Cap-Occidental et indiens dans la ville de Durban et ses environs. Il combat aussi les divisions tribales entre Africains noirs, qui ont été artificiellement maintenues et renforcées sous l'apartheid mais qui continuent à se manifester. On en a récemment vu un exemple inquiétant à Welkom, dans l'Etat libre d'Orange, quand le National Union of Mineworkers, le plus puissant syndicat industriel d'Afrique du Sud, s'est profondément divisé suivant des clivages tribaux.

En mettant à nouveau en avant le mot d'ordre de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, nous notons que nous avons, à tort, arrêté de l'utiliser après 2001. Ceci nous a privé d'une arme cruciale pour combattre l'illusion que la « révolution démocratique nationale » aurait créé une « nation arc-en-ciel » sur la base de la doctrine « non raciale » tant vantée de l'ANC. Pas un jour ne se passe dans la « nouvelle » Afrique du Sud sans un horrible exemple de la continuation de l'oppression raciste. A la mi-janvier, un jeune Blanc de 18 ans a tué quatre Noirs et en a blessé neuf autres au cours d'une fusillade dans le camp de squatters de Skierlik, dans la province du Nord-Ouest. Plus récemment a été révélée l'existence d'une vidéo tournée l'an dernier par quatre étudiants blancs de l'université de l'Etat libre, un bastion des Afrikaners de droite, qui les montrait en train d'humilier ignominieusement des travailleurs noirs âgés sur le campus, notamment en leur faisant manger des aliments arrosés d'urine. Ceci faisait partie d'une campagne qui dure depuis plus de dix ans contre l'intégration raciale des résidences universitaires.



Robert Botha

Janvier 2000 : 4 000 ouvriers de l'usine Volkswagen proche de Port Elizabeth font une grève sauvage pour défendre des délégués du syndicat de la métallurgie NUMSA mis à pied. La bureaucratie du NUMSA, dominée par le Parti communiste sud-africain, s'est mobilisée pour casser la grève. Plus de 1 300 ouvriers ont été licenciés, et 200 flics armés ont occupé les townships voisins pour réprimer toute résistance.

L'ANC et le capitalisme de néo-apartheid

En mobilisant pour Zuma, les dirigeants traîtres du SACP et du COSATU mettent en avant ses origines populaires et son passé de dirigeant central d'Umkhonto we Sizwe, l'aile militaire de l'ANC, pendant la lutte anti-apartheid. Zuma, qui a passé dix ans à Robben Island comme prisonnier politique, chante souvent l'hymne d'Umkhonto, « Awuleth' Umshini Wami » (apporte-moi ma mitraillette) lors de ses apparitions publiques.

Après avoir été chassé de son poste de vice-président, Zuma a commencé à jouer sur la colère que les purges d'opposants perpétrées par Mbeki, et les tentatives de les réduire au silence, ont provoquée parmi la base de l'ANC. Zuma se présentait comme préoccupé du sort des travailleurs et des pauvres. Alors que Mbeki est considéré comme quelqu'un qui souhaite se diriger vers une rupture de l'ANC avec le SACP et le COSATU, Zuma a maintes fois réaffirmé l'importance de maintenir l'Alliance tripartite. L'année dernière, lors du dernier congrès du SACP, il a cité de longs passages du *Manifeste du Parti communiste* et a remercié le parti pour avoir aidé à le former. Zwelinzima Vavi, le secrétaire général du COSATU, déclarait récemment au *Mail & Guardian*



San Francisco, novembre 1984 : des partisans du Militant Caucus (Comité militant) de l'International Longshore and Warehouse Union (syndicat des dockers) sur un piquet de grève pour appeler à une ferme action syndicale pour empêcher tout travail sur les cargaisons du navire sud-africain *Nedlloyd Kimberley*. Le Militant Caucus, dont l'action était soutenue par la Spartacist League, luttait pour un boycott ouvrier international de toutes les cargaisons à destination ou en provenance d'Afrique du Sud, en solidarité avec les travailleurs sud-africains en lutte contre l'apartheid.

(29 février) : « Nous n'avons jamais présenté Zuma comme un socialiste qui conduira une révolution socialiste, ou un messie avec une baguette magique. Mais nous apprécions son style de leadership ; il est humble et accessible. »

Dans la période qui a précédé le congrès de Polokwane, Zuma a voyagé aux quatre coins du monde pour tenter de rassurer les capitalistes qu'il ne changerait pas la politique du gouvernement. Plus récemment, il a suggéré au *Financial Mail*, un organe des capitalistes, que l'Afrique du Sud pourrait avoir besoin de réformer sa législation du travail – autrement dit, pressurer encore davantage les travailleurs. Après des réactions négatives des directions syndicales, il a fait volte-face pour déclarer qu'il « donnerait sa vie » pour les travailleurs. Mais quand la grève du service public a polarisé le pays, en juin 2007, Zuma n'a même pas exprimé son soutien aux grévistes.

Zuma est un politicien bourgeois populiste qui prétend représenter les intérêts du peuple. Mais « le peuple » est divisé en classes aux intérêts opposés. Les deux classes fondamentales de la société moderne sont la bourgeoisie, dont Zuma représente les intérêts, et le prolétariat. Si Zuma devient président, il sera à la tête de l'Etat capitaliste dont la raison d'être est de réprimer la classe ouvrière et les pauvres pour le compte des patrons.

Même dans le cadre de la politique bourgeoise, il n'y a rien d'intrinsèquement progressiste dans le populisme. Le discours populiste est fréquemment imprégné de préjugés, s'adressant aux attitudes arriérées, qui sont omniprésentes dans la société capitaliste. Ainsi, Zuma exprime ouvertement son mépris des femmes et des homosexuels. Pendant son procès pour viol en 2006, où il a été acquitté, il a notoirement étalé son ignorance en déclarant qu'il avait pris une douche, après avoir eu des relations sexuelles avec une femme séropositive, pour ne pas être infecté ! Mbeki, de son côté, est tristement célèbre pour avoir nié que le VIH est la cause du sida.

Zuma a aussi appelé à la fermeté contre le crime, ce que nous, communistes, comprenons comme un langage codé pour préparer l'opinion publique à des attaques encore plus violentes contre les pauvres et les chômeurs, et en particulier

les immigrés. Il a dit qu'il devrait y avoir un référendum sur le rétablissement de la peine de mort si suffisamment de Sud-Africains sont pour – une question auparavant tabou parmi les dirigeants de l'ANC, étant donné l'horreur des exécutions comme instrument de répression sous l'apartheid. En outre, la peine de mort serait utilisée comme une arme contre ceux que la bourgeoisie percevait comme des opposants politiques, au bout du compte le prolétariat et son avant-garde. Nous sommes opposés par principe à la peine de mort. Nous n'accordons pas à l'Etat le droit de déterminer qui va vivre et qui va mourir.

Zuma s'adonne aussi à des pratiques traditionnelles zouloues comme la polygamie et conserve des liens avec la famille royale zouloue. Beaucoup de Zoulous, et d'autres Sud-Africains, ont interprété le limogeage de Zuma en 2005 comme un complot anti-zoulou de la part de Mbeki et d'autres dirigeants xhosa hauts placés de l'ANC. L'ANC n'est pas une organisation tribaliste ; il représente les intérêts de la classe capitaliste (blanche dans son écrasante majorité) contre les travailleurs de tous les groupes raciaux et ethniques : Zoulous, Xhosa et autres Africains noirs, Indiens, Métis et Blancs. Toutefois, le fonctionnement du capitalisme fait en sorte que les divisions

tribales sont maintenues et exacerbées sous le gouvernement ANC-SACP-COSATU.

Dernièrement, Zuma a couru d'un tribunal à l'autre pour repousser de nouvelles accusations plus larges de corruption, de racket, de blanchiment d'argent et d'escroquerie. Ces accusations ont suivi de peu sa victoire à Polokwane, alimentant le soupçon que Mbeki utilise les institutions étatiques pour se venger de sa défaite. Le COSATU et le SACP ont fait bloc derrière Zuma dans cette affaire, en appelant à l'abandon des poursuites. Si Zuma est condamné à l'audience prévue en août, il pourrait se voir empêché d'accéder à la présidence de l'Afrique du Sud après les élections législatives de 2009. On entend déjà dire que l'ANC pourrait le remplacer par son adjoint, Kgalema Motlanthe, si cela se produit.

Notre position est que la classe ouvrière n'a aucun intérêt à prendre une position sur les accusations visant Zuma, en tant que telles. Toute cette affaire pue l'hypocrisie bourgeoise. Le gouvernement sud-africain est corrompu de haut en bas, comme tous les autres gouvernements capitalistes sur cette terre. De notre point de vue marxiste, la pire des corruptions est la corruption politique représentée par les dirigeants traîtres du SACP/COSATU qui enchaînent le prolétariat à son ennemi de classe au nom de la « révolution démocratique nationale ».

La gauche à la remorque de l'Alliance tripartite

Spartacist South Africa se distingue en appelant à rompre avec l'Alliance tripartite et à construire un parti ouvrier bolchévique. Au contraire, l'activité de la gauche réformiste se situe fermement dans les limites de l'Alliance, renforçant ainsi les chaînes politiques qui lient les masses au capitalisme de néo-apartheid.

Lors du 12^e Congrès national du SACP, des dissidents surtout originaires des provinces de Gauteng et du Cap-Oriental, ont présenté une résolution qui appelait le parti à présenter ses propres candidats, séparément des listes de l'ANC, aux élections législatives de 2009. L'argument que ceci représenterait une forme d'indépendance de la classe ouvrière était

une tromperie. Cette résolution affirmait explicitement que l'« alliance révolutionnaire dirigée par l'ANC » est « une alliance historique et importante qui doit être préservée ». Ceci signifiait que le SACP aurait continué à servir dans le gouvernement capitaliste, mais dans le cadre d'une coalition avec l'ANC plutôt que comme ministres de l'ANC. Parmi les partisans de cette résolution figuraient des cadres du SACP qui prétendent s'opposer à l'ANC mais qui ont activement réprimé des luttes ouvrières pour le compte de l'Alliance, en particulier en aidant à briser la grève de Volkswagen de 2000.

Certains groupes de gauche critiquent le SACP pour son ralliement enthousiaste à Zuma, tout en appelant à une pression de masse sur l'ANC de Zuma, soi-disant pour le contraindre à tenir compte des travailleurs et des pauvres. Ce point de vue est partagé par certains éléments du journal *Amandla* qui a des liens à la fois avec le SACP et avec des universitaires bourgeois comme Noam Chomsky et d'autres porte-parole du Forum social mondial (FSM) front-populiste. Un éditorial d'*Amandla* (20 janvier) sur le congrès de Polokwane regrettait que « la lutte pour la direction n'a produit aucun candidat avec une alternative aux politiques social-libérales ou pro-marché mises en œuvre par Mbeki ». Escamotant le caractère bourgeois de l'ANC, l'éditorial affirmait encore qu'un « tsunami populaire » était nécessaire pour « détacher l'ANC des multiples liens qui enchaînent l'organisation, certains de ses membres dirigeants, et sa politique, au grand patronat ». Au lieu d'appeler à rompre avec l'ANC, *Amandla* cherche simplement à faire pression sur cette organisation nationaliste bourgeoise pour la réformer.

C'est fondamentalement la même ligne qui est proposée par l'Anti-Privatisation Forum (APF), également affilié au FSM, par l'organisation Keep Left ! [Restez à gauche !] associée au Socialist Workers Party britannique de feu Tony Cliff, et par le Democratic Socialist Movement (DSM) du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe. L'APF, auquel Keep Left ! est affiliée, et qui compte parmi ses pontes Trevor Ngwane et l'ex-militant du SACP Dale McKinley, est financé par des institutions capitalistes comme Oxfam (Canada) et War on Want [Guerre à la misère], qui reçoivent des fonds des impérialistes de l'Union européenne. C'est dans le droit fil du Forum social mondial qui compte parmi ses sponsors des piliers de l'ordre capitaliste comme la

Fondation Ford et un certain nombre de dirigeants de gouvernements bourgeois. L'APF a toujours joué le rôle d'appendice de gauche de l'Alliance tripartite, en la conseillant comment gérer le capitalisme prétendument à visage humain.

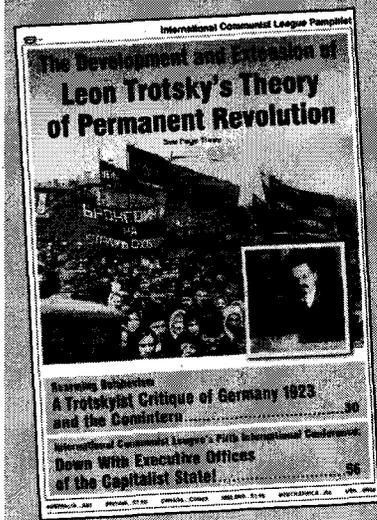
Lors de la « journée d'action » du FSM qui s'est tenue le 26 janvier à Johannesburg, Alan Goatley, dirigeant de Keep Left !, a partagé la tribune avec Zico Tamela, secrétaire du SACP pour la province de Gauteng, et avec d'autres. Sans un mot de critique, ils se sont félicités de leur unité renouvelée après le congrès de l'ANC. Keep Left ! a voté pour le gouvernement de l'Alliance tripartite en 1994 et en 1999, et pratiquait à cette époque un entrisme dans le SACP qui n'a pas duré. Ces cliffistes étaient entrés dans le SACP sur la base de leur ralliement commun au régime de néo-apartheid et de l'idée que puisque l'Union soviétique n'existait plus, ils pouvaient maintenant mêler leur drapeau à celui du parti stalinien. Ces anticommunistes sans vergogne ont soutenu avec enthousiasme la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique.

La servilité des réformistes envers l'Alliance tripartite s'est manifestée le 23 février, au cours d'un meeting qui réunissait à Soweto des orateurs du Socialist Group, affilié à l'APF, du Soweto Electricity Crisis Committee, de la circonscription du SACP de la région du grand Johannesburg, de Keep Left ! et du DSM. Alors que le titre du meeting était « Jacob Zuma est-il une réponse aux luttes des travailleurs ? », la seule réponse « Non ! » clairement exprimée l'a été par les partisans de Spartacist et quelques autres qui sont intervenus depuis la salle pendant le tour de discussion. Au contraire, Claire Ceruti, la porte-parole de Keep Left !, s'est vantée que « nous avons fait tomber Mbeki » et a proclamé que sans actions de protestation de masse, Zuma « nous trahira presque sûrement ».

Weizman Hamilton, porte-parole du DSM, a décrit comment son organisation avait passé près de 20 ans, en tant que Marxist Workers Tendency, à l'intérieur du parti bourgeois qu'est l'ANC, qu'ils n'ont quitté qu'en 1996 quand, a-t-il dit, l'adoption de GEAR aurait prétendument marqué le « tournant dans la transformation de l'ANC en agent conscient du capital ». Le soutien politique accordé par le DSM/CIO aux partis et aux gouvernements capitalistes s'étend jusqu'à l'homme fort populiste nationaliste Hugo Chávez au Venezuela, au parti bourgeois des Verts aux Etats-Unis, et bien au-delà. Hamilton a cyniquement déclaré que l'ANC n'a jamais été une organisation ouvrière. Comme l'a déclaré un Noir d'un certain âge pendant la discussion, pourquoi nous dit-on maintenant, après toutes ces années passées à soutenir l'ANC, qu'il est capitaliste, et qu'il nous faut le socialisme ?

Hamilton a appelé à plusieurs reprises le COSATU à former un « parti ouvrier de masse ». Ce n'est pas un appel à rompre avec la collaboration de classes, mais à créer un nouveau parti *réformiste*. Les bureaucrates du COSATU ont déjà un « parti ouvrier de masse » : le SACP. Ensemble, ils contrôlent la classe ouvrière et les masses des townships pour le compte des capitalistes au pouvoir. Depuis la salle, Trevor Ngwane, de Socialist Group, a fait écho à l'appel du DSM

Vient de paraître



L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky

Brochure en anglais de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

56 pages
1,50 €

Commandes par chèque à l'ordre de la SEDI : SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Terry Haywood

Février : manifestation ouvrière après la mort de six ouvriers dans l'explosion d'un four à la fonderie de ferromanganèse d'Assmang, près de Durban.

et a déclaré qu'un tel parti pourrait principalement représenter une alternative électorale à l'Alliance tripartite.

Les camarades de Spartacist sont intervenus pour mettre en avant notre opposition programmatique au front populaire nationaliste et à la gauche réformiste qui se place à sa remorque. Une des camarades a noté que l'attitude de la bourgeoisie face aux oppositions n'est pas seulement la répression, mais aussi la cooptation. Désignant le FSM/APF comme un exemple de la deuxième option, elle a décrit ces coalitions comme les produits de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et de l'idéologie de la « mort du communisme ».

Un autre porte-parole de Spartacist a dénoncé la ligne de Keep Left ! que les flics seraient des travailleurs, en déclarant que ceci foulait aux pieds la conception marxiste de l'Etat capitaliste. Ceruti a répondu en montrant du doigt un membre du principal « syndicat » de policiers dans l'assistance, et en disant : « Je suis très contente que ce camarade du POPCRU soit ici », et « les policiers sont aussi des gens ». Le DSM est connu pour soutenir les grèves des agents de sécurité, des gardiens de prison et des flics, tandis qu'un certain nombre de dissidents du SACP qui jurent fidélité à la dictature du prolétariat sont impliqués dans l'organisation de « syndicats » de policiers.

Le parti léniniste, tribun du peuple

En luttant pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, nous avançons des revendications transitoires qui font le lien entre les besoins immédiats ressentis par les masses et la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat. De telles revendications peuvent faire le lien entre les pauvres des townships, qui sont souvent les plus combattifs quand ils luttent pour leurs besoins, mais qui sont dépourvus de puissance sociale, et le prolétariat industriel, qui a directement entre ses mains les moyens de production. Les dirigeants trompeurs du SACP et du COSATU maintiennent traîtreusement les protestations des townships isolées des luttes ouvrières, ce qui n'est pas surprenant puisqu'ils font partie intégrante du gouvernement qui impose la coupure des services.

Pour faire face au taux astronomique du chômage, notamment parmi les Africains noirs, nous exigeons un programme massif de travaux publics, et le partage du travail disponible

entre tous ceux capables de travailler, avec une semaine de travail réduite sans perte de salaire. De telles revendications sont vitales dans un pays où des millions de personnes n'ont pas l'électricité, le téléphone, l'eau courante ou même le tout-à-l'égout. Le nombre de personnes qui survivent avec moins d'un dollar américain par jour a doublé entre 1996 et 2005. Les prix des produits de première nécessité s'envolent. Nous luttons pour une échelle mobile des salaires, pour assurer une pleine protection contre l'augmentation du coût de la vie ! Comme l'écrivait Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition* : « Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a

lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Certaines personnes, depuis 1996, sont sur les listes d'attente pour les maisons minuscules et de mauvaise qualité du « Programme de reconstruction et de développement », et cette accumulation de demandes est devenue totalement ingérable. Nationaliser les terrains privés dans les zones urbaines jetterait les bases pour construire des quartiers d'habitation racialement intégrés, abattre les vieux murs de l'apartheid et résoudre le problème de la masse des sans-abri parmi les pauvres qui vivent dans des cabanes et des camps de squatters sordides. Pour finalement réparer l'injustice de l'expropriation des terres par les fermiers blancs, codifiée dans la Loi sur la terre de 1913, et la relégation des Noirs des zones rurales dans les ex-bantoustans inhospitaliers, un régime prolétarien exproprierait les grandes fermes commerciales et encouragerait la collectivisation et l'agriculture étatisée, sous le contrôle des ouvriers agricoles.

Quelque 1 000 personnes meurent actuellement chaque jour à cause de la négligence criminelle du gouvernement de l'Alliance tripartite quant au sida. La revendication de l'expropriation des sociétés pharmaceutiques est cruciale dans la bataille pour fournir des médicaments antirétroviraux gratuits aux séropositifs et aux malades du sida. Consacrer des ressources massives à la recherche pour trouver un remède est une nécessité internationale. Un parti ouvrier révolutionnaire réclamerait la nationalisation de tous les hôpitaux et de toutes les cliniques privés, un pas vers des soins médicaux gratuits et de qualité pour tous !

Un parti trotskyste en Afrique du Sud se fera le champion de l'égalité des femmes, en exigeant un salaire égal pour un travail égal et l'intégration complète des femmes dans le monde du travail, ainsi que l'avortement libre et gratuit dans de bonnes conditions de sécurité sanitaire, et la fin des pratiques tribales patriarcales comme la *lobola* (le prix de l'épousée) et la polygamie. Les femmes non seulement ont participé, mais ont souvent joué un rôle de premier plan, dans les premiers mouvements syndicaux, les luttes contre les lois du « pass » (passeport intérieur) et la répression dans les townships à l'époque de l'apartheid, et elles ont été violées et humiliées de multiples manières par les forces de sécurité de l'apartheid. Comme le notait Lénine dans son adresse au Premier Congrès panrusse des femmes ouvrières, un an après

la Révolution bolchévique : « Il ne peut y avoir de révolution socialiste si de nombreuses ouvrières n'y jouent pas un rôle important. »

La fin de la dernière année scolaire et le début de l'actuelle, en janvier dernier, a été marquée, à l'Université Wits à Johannesburg, à l'Université de technologie de Durban, à l'Université de technologie Tshwane à Pretoria et sur d'autres facs par des luttes acharnées des étudiants qui défendent leur droit à l'instruction. Le gouvernement de l'Alliance a répondu par la répression : des masses d'étudiants ont été arrêtés, beaucoup d'autres ont reçu des balles en caoutchouc. Une éducation gratuite et de qualité de niveau universitaire, avec des bourses qui permettent de vivre pour tous les étudiants, et la nationalisation des écoles et des universités privées : c'est notre réponse aux exclusions financières auxquelles sont confrontés les étudiants de milieu pauvre et ouvrier.

Contre le mythe que le pouvoir de néo-apartheid serait en train de rassembler une nation sur les fondations laissées par le régime de la suprématie blanche, nous disons que l'Afrique du Sud n'est pas une nation. Les frontières de presque tous les Etats africains, y compris l'Afrique du Sud, ont été tracées arbitrairement par les impérialistes, et n'ont aucune légitimité nationale. La société Anglo American et les autres « randlords » dominant non seulement l'Afrique du Sud mais aussi beaucoup de pays plus au Nord. Notre mot d'ordre de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs fait partie intégrante de la lutte que nous menons pour une fédération socialiste de l'Afrique australe.

Un large pourcentage des ouvriers des mines et des autres industries d'Afrique du Sud sont originaires des pays voisins, et ont fait partie intégrante de la construction de l'économie et du mouvement syndical. Le dirigeant du premier syndicat industriel d'ouvriers non blancs, l'Industrial and Commercial Workers Union [syndicat ouvrier industriel et commercial], était Clements Kadalie, un immigré originaire de ce qui est aujourd'hui le Malawi. Nous exigeons la citoyenneté sud-africaine pleine et entière pour tous les travailleurs nés à l'étranger et leurs familles, et pour quiconque a réussi à arriver dans ce pays !

C'est dans cet esprit que nous exprimons notre indignation face à la descente nocturne brutale de la police, dans le plus pur style de l'apartheid, contre des demandeurs d'asile du Zimbabwe et d'autres immigrés dans l'église méthodiste centrale de Johannesburg en janvier dernier. Les flics ont arrêté environ 1 500 personnes, ont volé des documents d'identité et d'autres biens personnels et ont agressé les personnes présentes, dont l'archevêque Paul Verryn. Les ouvriers agricoles « clandestins » originaires du Zimbabwe se font régulièrement rafler et emprisonner, souvent sans qu'on leur paye leur travail épuisant. Le gouvernement de l'Alliance tripartite utilise les immigrés comme boucs émissaires de la pauvreté et du chômage endémiques, et les attaques meurtrières contre des commerçants somaliens et d'autres immigrés se multiplient dans les townships noirs.

Les travailleurs sud-africains doivent défendre les droits des immigrés, et ce combat fait partie intégrante de la lutte pour leurs propres intérêts. C'est totalement à l'opposé de la campagne protectionniste « achetez sud-africain » de la direction du COSATU. Nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire qui jouera le rôle de tribun du peuple, qui se fera le champion des droits de tous les exploités et de tous les opprimés – depuis les travailleurs immigrés et les chômeurs jusqu'aux femmes et aux homosexuels – contre l'ennemi commun capitaliste. C'est crucial pour que le prolé-

tariat cesse d'être une classe en elle-même et devienne une classe pour elle-même – c'est-à-dire prenne conscience de sa tâche historique de fossoyeur du capitalisme.

Pour l'internationalisme révolutionnaire !

On ne pourra pas libérer les Noirs et les autres masses non blanches sans le renversement du capitalisme sud-africain, un système basé sur le privilège blanc et la surexploitation du travail noir. Un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs arrachera l'économie des mains des conglomerats fabuleusement riches qui sont les véritables maîtres du capitalisme de néo-apartheid. Il expropriera sans compensation les industries, les mines et les banques – l'antithèse complète des « sunset clauses » [dispositions de temporisation] de feu le dirigeant du SACP Joe Slovo pour la transition « démocratique », qui garantissaient les privilèges d'une population blanche qui possédait tout, tandis que les Noirs ne possédaient rien. L'expropriation de la bourgeoisie commencera à jeter les bases matérielles de l'égalité sociale. Mais cette perspective ne peut être pleinement réalisée qu'avec l'extension de la révolution socialiste aux pays capitalistes les plus avancés, et l'instauration d'une économie mondiale collectivisée et planifiée.

Beaucoup de militants en Afrique du Sud croient qu'une révolution ouvrière serait inévitablement écrasée par les impérialistes, et ils écartent la possibilité que les ouvriers d'Amérique du Nord, d'Europe ou du Japon puissent jamais renverser « leurs » dirigeants capitalistes. Personne ne niera que les Etats-Unis et les autres puissances capitalistes représentent un obstacle formidable pour des révolutions prolétariennes. Mais les luttes des travailleurs dans les puissances impérialistes contre les patrons capitalistes – par exemple la grève des transports en 2005 à New York, en défiance de la loi ; la grève des cheminots français l'année dernière ; les grèves de la fonction publique ce mois-ci en Allemagne – confirment ce que nous écrivions dans la quatrième partie de notre article « Le développement et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky » :

« Les pays impérialistes sont des sociétés divisées en classes, avec des mécontentements profonds et des contradictions insolubles, qui conduisent nécessairement à des luttes de classe et à d'autres luttes sociales. A travers la lutte de classe acharnée et par l'action d'un parti révolutionnaire qui éduque patiemment la classe ouvrière pour lui faire prendre conscience non seulement de sa puissance sociale mais aussi de ses intérêts historiques, les ouvriers prendront conscience d'eux-mêmes comme étant une classe qui se bat pour elle-même et pour tous les opprimés contre l'ordre capitaliste [...].

« La lutte que nous menons pour forger des partis d'avant-garde léninistes se base sur la conviction que quand de tels partis seront enracinés dans la classe ouvrière, ceci reflétera un changement qualitatif de la conscience politique du prolétariat. »

Une révolution prolétarienne en Afrique du Sud aura un puissant écho parmi les travailleurs du monde entier, depuis les ouvriers du pétrole du Nigeria et les masses laborieuses d'Afrique du Nord jusqu'aux travailleurs du Brésil, des Etats-Unis, d'Italie, de Grèce et d'ailleurs. Inversement, la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat dans un des pays impérialistes aura d'énormes répercussions révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Tout ceci souligne le fait que le combat pour construire un parti ouvrier bolchévique en Afrique du Sud doit être mené dans le cadre de la lutte pour reformer la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste.

– Traduit de Workers Vanguard n° 911, 28 mars

Sans-papiers...

Suite de la page 1

La perspective pour les sans-papiers change potentiellement du tout au tout du moment où les syndicats mobilisent la puissance du prolétariat en leur défense. Devant la vague de sympathie que cette lutte a suscitée dans la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, et le succès de la mobilisation le Premier Mai, de nombreux travailleurs sont maintenant sortis du bois, pensant que c'est le moment ou jamais de lutter pour leur régularisation. La Coordination 75 des sans-papiers (CSP 75), où des anarchistes sont influents, a voulu déposer en préfecture le 2 mai des centaines de demandes de régularisation supplémentaires. Les flics ont dit aux sans-papiers d'aller voir la CGT, ce qu'ils ont fait à juste titre. Mais les bureaucrates à la tête de la CGT, au lieu de prendre la direction de la lutte pour les droits de ces travailleurs, ont tout bonnement dit aux sans-papiers d'aller se faire voir ! Les bureaucrates refusaient de prendre la défense de ces travailleurs sans papiers parce que, dans les faits, la CGT avait passé un accord avec l'Etat bourgeois, acceptant de limiter la mobilisation aux 1 000 premiers sans-papiers mobilisés le 15 avril !

En conséquence, des sans-papiers de la CSP 75 ont occupé le 2 mai une Bourse du travail près de la place de la République, demandant que la CGT prenne leur défense à eux aussi. Les bureaucrates de la CGT ont dénoncé l'occupation de la Bourse du travail, insinuant qu'elle était téléguidée par les flics ! Un responsable de la CGT déclarait : « En montant cette provocation et en voulant dresser les sans-papiers les uns contre les autres, la préfecture veut casser le mouvement des grévistes qui occupent leur entreprise » (*l'Humanité*, 5 mai). Ce sont les bureaucrates qui dressent ainsi les sans-papiers de la CGT et ceux de la CSP les uns contre les autres. Francine Blanche, secrétaire de la CGT, déclarait (*l'Humanité*, 23 mai) :

« La CSP 75 n'est pas sur la question de la régularisation par le travail. Or la force du mouvement, c'est la grève. Un salarié tout seul n'est pas protégé. Notre ligne est claire : on ne veut pas mettre en danger les salariés individuels. Nous ferons des fichiers individuels quand nous aurons la garantie que la régularisation ira jusqu'au bout. »

Comme si le refus de la CGT de défendre ces sans-papiers allait diminuer le danger auquel ils font face, tous les jours ! Baba Traoré, par exemple, est mort dans la Marne le 4 avril (*l'Humanité*, 7 avril) en essayant d'échapper à une rafle policière. Et Blanche sait que Sarkozy ne va jamais donner par avance une « garantie » de régularisation, sous peine de se retrouver immédiatement avec des centaines de milliers de demandes sur les bras. Et cela, c'est la dernière chose que veut la bureaucratie syndicale elle-même : elle ne veut pas mettre en cause ses bonnes relations avec le gouvernement capitaliste, avec qui elle vient de négocier sur la question de la représentativité syndicale une nouvelle répartition des prébendes où la CGT et la CFDT sont les grandes gagnantes. Comme l'écrivait Trotsky dans son document *les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, parlant des monopoles capitalistes liés au pouvoir d'Etat :

« De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes – c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée – la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

LO et la LCR prennent la défense des bureaucrates de la CGT contre les sans-papiers qui occupent la Bourse du travail à Paris.

« Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à "libérer" l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste. [...] »

« Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste**. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. »

Occupation de la Bourse du travail : LO et la LCR couvrent la bureaucratie syndicale

La pseudo « extrême gauche » a montré une nouvelle fois dans cette lutte de qui elle prenait la défense : de la bureaucratie syndicale ! Ainsi *Rouge* déclarait pour la LCR de Besancenot le 8 mai que « la provocation a fonctionné, puisqu'une dommageable occupation de la Bourse du travail de Paris par la coordination 75 s'en est suivie, dès le 2 mai, et que le poison de la division a été distillé ». *Lutte Ouvrière* n'était pas en reste, donnant elle aussi un alibi aux bureaucrates dans son édition du 9 mai : « Comme si c'était la CGT qui décidait des régularisations ! Ce mensonge [de la préfecture] a conduit des sans-papiers exaspérés à se tromper de cible et à occuper la Bourse du Travail. » La servilité de LO et de la LCR face à la bureaucratie de la CGT montre leur propre réformisme et le fait qu'ils sont eux-mêmes de façon croissante aspirés dans la bureaucratie syndicale. Nous mettons en garde que tôt ou tard les bureaucrates syndicaux risquent de faire appel aux flics pour chasser les sans-papiers de la Bourse du travail, comme ils l'avaient déjà fait à Paris le 6 avril 2007 (voir notre tract du 9 avril reproduit dans *le Bolchéviek* n° 180, juin 2007).

Il y a 12 ans les syndicats avaient été à l'initiative de grandes mobilisations pour les sans-papiers de l'église Saint-Bernard. Mais ces mobilisations salutaires ont été utilisées cyniquement pour redorer le blason des sociaux-démocrates discrédités par des années de gouvernements Mitterrand racistes, et préparer la voie à l'élection du gouvernement capitaliste de front populaire de Jospin et Buffet – qui a refusé de régulariser plus de 50 000 sans-papiers qui en avaient fait la demande. La machine à expulser ne s'est jamais arrêtée.

La terreur raciste des flics est inhérente au système capitaliste. Elle vise les sans-papiers, avec les rafles quotidiennes, y compris sur le lieu de travail, suivies de la déportation ; elle vise les jeunes de banlieue, comme Abdelhakim Ajimi, étranglé à mort par les flics le 9 mai à Grasse ; elle vise les gens du voyage, comme Joseph Guerdner, tué de plusieurs balles par

Rouge 8 mai

la CGT, en vertu d'un "accord" entre la centrale et le gouvernement. En fait d'"accord", Hortefeux a seulement donné instruction aux préfets d'examiner le millier de dossiers de grévistes et de piquetés déposé par la CGT et Droits Devant!!, sans contrepartie, puisque les occupations de sites et la grève continuent. Mais la provocation a fonctionné, puisqu'une dommageable occupation de la Bourse du travail de Paris par la coordination 75 s'en est suivie, dès le 2 mai, et que le poison de la division a été distillé.

Éviter la division

Coordination de collectifs de sans-papiers de Paris a voulu aussi déposer collectivement mille dossiers, la préfecture de Paris les a refusés, prétendant qu'il fallait passer par la CGT. Comme si c'était la CGT qui décidait des régularisations ! Ce mensonge a conduit des sans-papiers exaspérés à se tromper de cible et à occuper la Bourse du Travail.

Si le gouvernement a com...

Lutte Ouvrière 9 mai

un gendarme le 23 mai à Draguignan (*l'Humanité*, 26 mai). Et plus largement elle vise la classe ouvrière sur l'exploitation de laquelle repose tout le système capitaliste. Nous luttons pour forger un parti ouvrier d'avant-garde, tribun du peuple, pour que la classe ouvrière se mobilise en défense de toutes les couches opprimées par le capitalisme, des couches de la classe ouvrière mais aussi d'autres couches de la société. Et pour qu'elle se mobilise pour renverser une bonne fois pour toutes par une révolution socialiste ce système capitaliste pourri.

Nous reproduisons ci-dessous la présentation, revue pour publication, de notre camarade Alexis Henri lors d'un meeting de la LTF à Paris le 13 mars dernier, entre les deux tours des élections municipales.

* * *

Evidemment lors de ce meeting nous allons pas mal discuter des élections municipales et des enseignements à en tirer. Comme vous le savez, les listes dites de gauche ont en général eu des scores importants au premier tour des élections. Dites « de gauche » parce que pour nous la gauche n'a aucune signification de classe. Les partis considérés de gauche ne sont pas seulement des partis se réclamant de la classe ouvrière ; il y a aussi des partis bourgeois, c'est-à-dire des partis qui ouvertement sont des partis de la classe capitaliste, comme le MRC de Chevènement, le Parti radical de gauche, les Verts ou le MARS-Gauche républicaine, qui n'ont aucun type de lien avec les syndicats et le mouvement ouvrier organisé.

En France depuis des dizaines d'années le mot même de « gauche » est synonyme de collaboration de classes. En pratique cela veut dire que des partis ouvriers réformistes comme le PS et le PCF font des alliances avec ces partis capitalistes pour gérer l'Etat capitaliste, au niveau des municipalités cette semaine, au niveau national lors des élections présidentielles et législatives, et au niveau quotidien pour essayer de canaliser les mouvements sociaux, par exemple la grève des cheminots en novembre dernier, vers les élections et le maintien du système capitaliste.

Nous sommes des marxistes, c'est-à-dire que nous comprenons que la société humaine, depuis plusieurs milliers d'années, est fondamentalement divisée en classes sociales. Nous vivons aujourd'hui sous le capitalisme, un système de société humaine où une mince couche d'individus possède en

privé les usines, les banques, les moyens de transport. Il y a par contre une large couche d'individus qui non seulement ne possèdent pas leurs propres moyens de production, mais qui pour survivre travaillent pour le compte des capitalistes dont ils sont salariés ; les capitalistes tirent leurs profits du fait que les travailleurs produisent avec leur journée de travail davantage de richesses qu'ils n'en consomment avec leur salaire direct et indirect. La différence est empochée par les capitalistes ; les capitalistes justifient leur accaparement individuel des richesses sociales sur la base que ce sont eux qui possèdent des droits de propriété sur les usines, les machines, etc. Entre les deux classes fondamentales de la société, bourgeois et prolétaires, il y a une large couche intermédiaire, la petite bourgeoisie. Mais seuls les ouvriers et les capitalistes sont les classes fondamentales de la société ; c'est sur ces deux classes qu'est basé le système capitaliste.

Il y a un antagonisme fondamental entre bourgeois et prolétaires. Les uns exploitent le travail des autres. De plus le système capitaliste est un système profondément anarchique et irrationnel. La décision de produire ou pas n'est pas basée sur les besoins à satisfaire dans la société, mais sur ce qui peut créer des profits ou pas. Les capitalistes se font concurrence entre eux pour savoir qui va parvenir à vendre ses produits et donc réaliser ses profits, et qui va rester avec ses marchandises sur les bras et faire faillite.

Ce système régulièrement débouche sur des crises économiques où des usines entières sont fermées alors même qu'il y a un besoin criant pour les marchandises qui y étaient produites. Nous sommes à la veille d'une crise économique qui risque de prendre une ampleur considérable. Face à la réduction de leurs ventes les capitalistes sont obligés de se retourner contre les travailleurs ; dans l'époque impérialiste où nous sommes, le monde a déjà été partagé entre une poignée de pays capitalistes avancés, dont la France ; donc la conquête de nouveaux marchés se heurte à la présence de ces mêmes concurrents déjà installés. En dernier ressort, la crise de 1929 n'avait pu être « réglée » que par une conflagration mondiale, la Deuxième Guerre mondiale entre les puissances impérialistes, où 50 millions de personnes avaient été tuées.

Un repartage significatif du monde, dominé totalement aujourd'hui par l'impérialisme américain, ne pourrait pas se faire sans de nouvelles guerres. Même si l'hégémonie militaire américaine est aujourd'hui écrasante par rapport à ses rivales, à plus long terme la contradiction entre les rythmes divergents de développement mènera inévitablement à de nouveaux conflits sur une échelle mondiale. Que ce soit en Irak, au Tchad, au Liban ou au Kosovo, nous nous opposons aux manœuvres des impérialistes pour piller ces pays et/ou s'imposer face à leurs rivaux. Nous sommes pour le **retrait immédiat des troupes françaises de toute l'Afrique, des Balkans, du Liban, de l'Afghanistan.**

La classe ouvrière, du fait de sa position dans l'économie, est la seule classe qui a non seulement l'intérêt mais aussi la puissance sociale pour renverser ce système. En prenant le pouvoir et en collectivisant l'économie grâce à l'expropriation de la classe des capitalistes, elle peut réorganiser la production en la planifiant rationnellement, à l'échelle internationale, pour vraiment satisfaire les besoins de la majorité, et non les profits de la minorité. C'est pourquoi nous luttons pour une révolution ouvrière. La Révolution russe de 1917, la seule révolution ouvrière victorieuse de l'histoire, a montré qu'il est possible pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

Et c'est pourquoi nous voulons construire un parti ouvrier

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3 € pour 4 numéros (1 an) plus Spartacist

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

révolutionnaire, une fusion des ouvriers avancés avec des intellectuels déclassés prenant fait et cause pour la classe ouvrière. Nous voulons construire un parti du même type que celui de Lénine, qui avait rendu possible la victoire de la Révolution russe. La classe ouvrière montre souvent sa combativité et son héroïsme, mais en soi cela n'est pas suffisant pour qu'elle parvienne à jouer le rôle historique qu'elle seule peut jouer, le rôle de fossoyeur du capitalisme. La classe ouvrière est une classe exploitée, opprimée, maintenue dans l'ignorance et l'arriération par les capitalistes, trompée par les bureaucrates syndicaux et les réformistes qui cherchent à la maintenir enchaînée aux capitalistes par de fausses promesses. Pour surmonter tous ces obstacles elle a besoin d'un parti léniniste pour la mener au pouvoir, et l'histoire du XX^e siècle l'a prouvé.

A bas le front-populisme !

De cet antagonisme fondamental et inconciliable entre ouvriers et capitalistes découle que l'alliance entre partis représentant les ouvriers et partis représentant les capitalistes ne peut se faire que sur la base des intérêts de la classe dominante. Si l'on veut lutter pour renverser le capitalisme, le point de départ initial doit être de ne pas faire une alliance avec son ennemi de classe. C'est pourquoi nous nous opposons fondamentalement, par principe, aux coalitions diverses qu'on a vu fleurir lors de la constitution des listes municipales, qui non seulement ont regroupé le PS et le PCF avec un parti bourgeois de droite comme le MoDem dans certaines villes, mais aussi avec des partis bourgeois de gauche dans la plupart des autres.

Toutes les formations ouvrières, y compris Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), se sont présentées dans un endroit ou un autre dans de telles alliances de collaboration de classes. Nous appelons ces alliances des fronts populaires parce que dans les années 1930 c'est le nom qu'on leur avait donné, où sociaux-démocrates et stalinien avaient trahi des possibilités de révolution socialiste, notamment en Espagne et en France en 1936, au nom de la nécessité de maintenir des alliances avec des partis bourgeois « radicaux », « républicains », « de gauche », « progressistes », etc., pour réformer le capitalisme. Nous avons appelé à ne voter aux municipales de dimanche dernier pour aucune de ces formations de front populaire, et nous renouvelons cet appel pour le deuxième tour des élections.

Même si le PS n'avait pas été en alliance avec des partis capitalistes, nous aurions appelé à ne pas le soutenir lors des élections. Après la révolte des banlieues une mesure clé de Ségolène Royal pour ces jeunes c'était de les envoyer dans des camps militarisés pour les rééduquer moralement. Et en 2006 nous avions spécialement consacré un article aux valeurs morales réactionnaires de Ségolène Royal qui s'était livrée à une hargneuse chasse aux sorcières, soi-disant pour extirper les pédophiles parmi le personnel de l'éducation nationale. Et son programme économique était fondamentalement comparable à celui de Sarkozy.

Nos opposants nous regardent souvent avec condescendance parce que nous insistons que nous sommes le parti de la Révolution russe, que nous maintenons notre héritage léniniste, alors que pour eux tout cela c'est dépassé et n'a plus rien à voir avec la situation actuelle. Ils disent maintenant ouvertement ce que nous disions d'eux depuis longtemps, à savoir qu'ils n'ont aucune intention de lutter pour une révolution prolétarienne, et même qu'ils s'y opposent car leur idéal de société est « social et démocratique », c'est-à-dire capita-

liste. Le plus radical auquel se risque aujourd'hui la LCR, c'est de dire qu'ils veulent :

« Un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société, c'est-à-dire la fin du capitalisme, de la propriété privée des principaux moyens de production, du pillage de la planète et de la destruction de la nature. »

– Rouge, 31 janvier

C'est ce qu'ils disent dans l'« adresse pour un nouveau parti anticapitaliste » qu'ils ont adoptée lors de leur dernier congrès. Vous pouvez retourner cette phrase dans tous les sens, vous n'y trouverez pas la révolution ouvrière. N'importe quel réformiste un peu malin vous dira qu'il veut révolutionner la société, mais il ne dira pas que ce qui est nécessaire c'est de *renverser* le capitalisme et que pour cela il faut un parti *ouvrier* révolutionnaire, indépendant de toutes les formations bourgeoises, pour que la classe ouvrière détruise l'Etat bourgeois et le remplace par son propre pouvoir, la dictature du prolétariat. En dépit de son rare saupoudrage de blabla « révolutionnaire » pour endormir les travailleurs et les jeunes, la LCR fait le contraire en pratique, cherchant à prendre le contrôle de la machine étatique sous le capitalisme. Même Mitterrand parlait dans les années 1970 de « rupture avec le capitalisme ».

Ces réformistes ont renoncé à la Révolution russe comme point de référence, alors que c'est la Révolution russe, et sa destruction finale il y a une quinzaine d'années, qui définissent l'histoire de la lutte des classes depuis 90 ans. Toutes les petites magouilles actuelles dans les élections, pour un nouveau parti « anticapitaliste », etc., sont en réalité déterminées par la contre-révolution en Union soviétique, par la campagne de la bourgeoisie sur la soi-disant « mort du communisme », et par l'acceptation de celle-ci par tous nos opposants.

NPA et destruction de l'Etat-providence

Le « nouveau parti anticapitaliste » (NPA) de la LCR est basé sur le programme de maintenir et si possible restaurer certains éléments détruits de l'Etat-providence, tel qu'on l'a connu dans les années 1970 et 1980, dans la période entre les acquis arrachés par les luttes ouvrières après Mai 68 et la destruction de l'URSS. La bourgeoisie avait peur de la possibilité, après la guerre, d'une révolution ouvrière qui la balayerait en tant que classe dominante. Face à l'Union soviétique la bourgeoisie américaine acceptait d'avoir d'énormes dépenses pour maintenir un gigantesque arsenal militaire, y compris littéralement des milliers de bombes atomiques ; les bourgeoisies impérialistes d'Europe de l'Ouest, elles, acceptaient également un taux de profit plus bas en cédant des avantages sociaux à leur propre classe ouvrière.

Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS tout cela c'est fini, la bourgeoisie veut revenir sur ces acquis, et la LCR en réaction se présente avec un programme de maintien du *statu quo*. Comme nous le disions l'année dernière (*le Bolchévik* n° 179) :

« Besancenot dit qu'« il suffit de faire exactement ce qu'a fait le patronat depuis plus de 30 ans... mais à l'envers » (*Rouge*, 15 février [2007]). Sauf qu'on ne peut revenir comme ça 30 ans en arrière ; à l'époque l'Union soviétique existait, et beaucoup de travailleurs avancés voyaient en elle la preuve qu'il est possible d'instaurer une société où la classe capitaliste est expropriée [...].

« Besancenot veut donc revenir en arrière de 30 ans, et comme il dit lui-même à la moindre occasion ce n'est pas la révolution que de demander cela. Il y a 30 ans Chirac se faisait élire maire de Paris, le premier depuis la Commune de 1871, et le Premier

ministre Raymond Barre décrétait officiellement l'austérité. Il faut être profondément démoralisé et imbibé de l'esprit de la "mort du communisme" pour vouloir en revenir là. Et Laguiller dit presque mot pour mot la même chose que Besancenot. »

Si la LCR et LO sont incapables de dire la vérité sur ce que signifie la contre-révolution capitaliste en URSS, c'est pour une raison bien simple : ils l'ont soutenue. De reconnaître l'ampleur de la défaite poserait la question de ce qu'ils ont fait pour essayer de l'empêcher. Evidemment non seulement ils n'ont rien fait pour l'empêcher, ils étaient de l'autre côté de la barricade, au nom de la « liberté totale d'expression » et du « pluralisme politique » qui était pour eux « la seule garantie de démocratie » (*Imprecor*, août 1991).

Notamment la LCR a soutenu les barricades d'Eltsine, le contre-révolutionnaire russe qui a pris le pouvoir en août 1991, détruit l'Etat ouvrier dégénéré et restauré un Etat capitaliste. Pendant ce temps nous avons distribué 100 000 tracts appelant la classe ouvrière soviétique à balayer les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine. Pour la LCR la valeur suprême c'était la démocratie. Au nom de la « démocratie » éternelle, la LCR a soutenu la contre-révolution capitaliste. La LCR déclarait qu'elle était « pleinement solidaire de celles et de ceux qui, sur les barricades, ont fait face à la menace des chars » (tract distribué par la LCR à partir du 3 septembre 1991 ; voir *le Bolchévik* n° 113). En matière de « démocratie » capitaliste en Russie, Eltsine a dispersé le Parlement à coups de canon en 1993, et aujourd'hui on peut entendre la LCR pleurnicher sur la brutalité de Poutine. Lénine écrivait en 1918 :

« Seule la dictature du prolétariat est capable de libérer l'humanité du joug capitaliste, du mensonge, de la fausseté et de l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, démocratie *pour les riches*, et d'instaurer la démocratie *pour les pauvres*, c'est-à-dire de mettre *pratiquement* à la portée des ouvriers et des paysans pauvres les bienfaits de la démocratie, alors que maintenant (même dans la république *bourgeoise* la plus démocratique) ces bienfaits de la démocratie restent *pratiquement* inaccessibles à l'immense majorité des travailleurs. »

Quant à Lutte ouvrière, fondamentalement c'est une organisation capitaliste d'Etat, c'est-à-dire qu'elle considère les pays où la bourgeoisie a été liquidée en tant que classe dominante comme des Etats bourgeois, éventuellement sans bourgeoisie. C'est sa ligne officielle pour la Chine, Cuba, la Corée du Nord ou le Vietnam, et c'était sa ligne officielle pour l'Europe de l'Est. Derrière cette soi-disant théorie obscure se

cache une réalité bien prosaïque : son refus de défendre ces Etats contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. En Allemagne de l'Est ils sont allés jusqu'à soutenir une réunification inconditionnelle de l'Allemagne, en précisant explicitement qu'ils étaient d'accord pour une réunification sur une base capitaliste, encore une fois au nom de la démocratie et de la soi-disant volonté du peuple.

Nous sommes au contraire intervenus de toutes nos forces quand le mur de Berlin est tombé en 1989, alors qu'une révolution politique prolétarienne se dessinait en Allemagne de l'Est contre la bureaucratie stalinienne en pleine décomposition. Nous luttons pour des conseils ouvriers, pour que la classe ouvrière prenne en main le pouvoir politique, chasse la bureaucratie, et se tourne à la fois vers ses frères soviétiques, pour étendre la révolution politique à l'Union soviétique elle-même, et vers l'Ouest pour une révolution socialiste expropriant la bourgeoisie allemande. Il y avait une lutte entre le programme de la révolution politique prolétarienne, porté par nous, et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution. Les forces étaient disproportionnées et en fin de compte nous avons perdu, mais nous avons lutté avec un programme qui était correct. LO était pendant ce temps carrément du côté de la bourgeoisie allemande.

Et en Chine LO est aussi aujourd'hui du côté des forces pro-capitalistes. LO a offert une plate-forme à sa fête au printemps 2007 à un certain Cai Chongguo, un contre-révolutionnaire chinois soutenu par la CIA et qui à peine quelques jours avant avait été reçu par l'Union européenne et par Sarkozy. Nous seuls avons dénoncé cela. Nous défendons la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne dont la politique a encouragé le développement de forces pro-capitalistes à l'intérieur même de la Chine continentale.

Il n'y a que l'URSS que LO considérait sur le papier, et de façon absurde considère encore, comme un Etat ouvrier dégénéré. Evidemment cela ne veut pas dire qu'ils étaient ou sont pour la défense de l'URSS. Fin 1979, le gouvernement afghan, qui faisait face à une insurrection réactionnaire de mollahs financés par la CIA, a fait appel à l'Union soviétique et celle-ci est intervenue en Afghanistan. C'était la plus grosse opération clandestine de toute l'histoire de la CIA, des milliards de dollars ont été dépensés pour installer un régime antisoviétique à la frontière de l'URSS. L'URSS était menacée, et c'est pour cela qu'elle est intervenue.

Mais LO est allée jusqu'à comparer cette intervention à la guerre d'Indochine ou la guerre du Vietnam ! Autrement dit ils mettaient sur le même plan les innombrables crimes de l'impérialisme capitaliste français ou américain au Vietnam avec l'intervention soviétique qui, vu l'arriération du pays, représentait la seule possibilité de progrès social dans ce pays, notamment pour les femmes. Nous avons salué l'Armée rouge en Afghanistan et réclamé l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans. Evidemment si les bureaucrates soviétiques intervenaient ce n'était pas pour libérer les femmes, mais du fait même de la nature sociale de l'URSS c'était cela qui était posé ; les femmes se dévoilaient, obtenaient des bourses pour étudier la médecine à Moscou, etc. Nous avons dénoncé en 1989 le retrait soviétique comme une trahison notamment pour les femmes afghanes et comme un encouragement à la contre-révolution capitaliste en URSS.

LO au contraire avait tout lieu de se réjouir, et ainsi ils portent une responsabilité pour les souffrances horribles que

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138

e-mail : spartcan@on.aibn.com

subissent notamment les femmes dans ce pays depuis près de 20 ans. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons toujours dénoncé l'hypocrisie de LO dont les profs ont souvent été en pointe pour exclure de leur lycée des jeunes femmes voilées. Cela n'a rien à voir avec la lutte contre l'oppression des femmes symbolisée par le voile, et tout à voir avec une capitulation à la campagne raciste contre la population musulmane. Cette campagne cherche à diviser la classe ouvrière en diabolisant la population musulmane comme si c'était elle et non pas le système irrationnel et exploiteur du capitalisme qui menaçait la sécurité du peuple. Pendant des années LO a fraternisé avec Fadela Amara, ils l'invitaient à leur fête tous les ans pour lui offrir une tribune ; c'est grâce à la promotion qu'ils lui ont faite comme combattante contre l'oppression des femmes qu'elle a pu faire une si belle carrière jusqu'au gouvernement, et sans changer un poil de sa politique.

NPA et recomposition postsoviétique de la gauche

La « recomposition de la gauche » en cours, où toutes les permutations d'alliances « à gauche » se sont réalisées au premier tour des municipales, est basée sur le cadre politique commun, du PS et du PCF à la LCR et à Lutte ouvrière, qui tous ont soutenu les forces de la contre-révolution capitaliste. Sur cette base politique commune ils peuvent effectivement considérer la possibilité de redistribuer les cartes entre eux. Aujourd'hui, il y a encore des rigidités dues au poids du passé, mais politiquement plus rien de significatif ne sépare le PCF, Lutte ouvrière ou la LCR. Le PCF, issu historiquement d'une scission prosoviétique de la social-démocratie française en 1920, est aujourd'hui totalement social-démocrate, au même titre que la LCR qui déclare sa perspective « sociale et démocratique ». Le PCF, en tant que parti qui était associé à l'Union soviétique, n'a plus de raison d'être et subit un déclin inéluctable depuis 20 ans. Il essaye de prolonger son agonie en se raccrochant au PS pour sauver ses mairies, et étant donné le discrédit du gouvernement Sarkozy, qui est déjà manifeste moins d'un an après les élections, il a des chances d'en sauver un certain nombre.

C'est là que se présente la LCR avec son « nouveau parti anticapitaliste », en rupture explicite avec le communisme, la révolution, le trotskysme, etc. Ils veulent :

« Un parti qui mêlera l'anticapitalisme, le combat écologique, la lutte pour toutes les émancipations, à commencer par celle des femmes, et qui veut rassembler le meilleur des traditions du mouvement ouvrier sans imposer une histoire, celle du trotskysme, comme marque de fabrique de ce nouveau parti. »

— Rouge, 31 janvier

C'est une négation explicite du marxisme, la classe ouvrière étant dissoute dans diverses couches de la population, certaines opprimées comme les femmes, certaines même pas comme les partisans de l'agriculture biologique. Un parti pour l'époque de la « mort du communisme ». Et le fait que la Gauche révolutionnaire, la Gauche communiste Prométhée, la minorité de LO, le CRI, se jettent dans les bras de Besancenot sur cette base politiquement tellement à droite, montre leur propre réformisme.

Le plan de la LCR se base sur la forte pression qui s'exerce sur le PS pour qu'il renonce officiellement à toute référence à la classe ouvrière et qu'il devienne un parti bourgeois du même type que le Parti démocrate aux USA, et également sur le fait que le PCF lui-même est à l'agonie. Pour la LCR c'était donc le moment de lancer son nouveau parti anticapitaliste. Elle veut utiliser l'image de Besancenot comme un

honnête travailleur comme vous ou moi, et son blabla « 100 % à gauche » pour tromper la classe ouvrière et la maintenir dans la voie du parlementarisme. En un mot, une nouvelle social-démocratie à un moment où les travailleurs cherchent l'unité et une voie pour se défendre contre les attaques des capitalistes qui redoublent.

LO a décidé de présenter des listes communes avec le PS, le PCF et divers partis bourgeois « de gauche » pour essayer de bloquer la LCR. Ils voulaient jouer sur l'effet vote utile et leur présence sur les listes du front populaire pour isoler la LCR et rendre la formation du nouveau parti « anticapitaliste » plus difficile. L'opportunisme de LO est vraiment grotesque. Mais la LCR est peut-être encore plus cynique et hypocrite. LO a fusionné ses listes avec le PS et le PCF dès le premier tour. La LCR, elle, a proposé de fusionner ses listes au deuxième tour seulement. C'est ce qu'on appelle une légère nuance dans l'opportunisme.

La LCR a aussi fait grand bruit des alliances entre le PS et le MoDem, comme si son propre vote pour des listes comprenant d'autres partis capitalistes, dits de gauche, voire sa participation à de telles listes, représentait une différence. La LCR jurait qu'elle ne voterait pas pour le MoDem. Mais, sitôt le premier tour passé, à Marseille, ils appellent à infliger « une défaite à la droite », alors que le PS vient de fusionner ses listes avec le MoDem ; leur liste locale « Marseille contre-attaque à gauche » a publié un communiqué le 11 mars qui, je le cite, « réaffirme l'intérêt qu'aurait au plan national la défaite dimanche prochain de Jean-Claude Gaudin, n° 2 de l'UMP ». Autrement dit, la LCR appelle à Marseille à voter pour des listes qui non seulement comprenaient au premier tour d'ex-UMP, mais qui maintenant au deuxième tour comprennent aussi le MoDem (du coup, LO vient de se retirer de ces listes).

Comme nous le disions dans notre supplément, à partir du moment où la LCR avait voté Chirac, il n'y avait absolument plus aucune limite à son opportunisme. Après tout son blabla sur le fait que le PS est totalement « social-libéral », elle pleurniche maintenant dans *le Monde* (12 mars) que « le PS nous barre la route des conseils municipaux pour préférer des discussions avec le MoDem. C'est scandaleux. » C'est Pierre-François Grond, membre éminent du bureau politique de la LCR, qui déclare cela. Au fond tout son « nouveau parti anticapitaliste » a pour seul but de faire pression sur le PS ultracapitaliste.

Un autre argument de la LCR pour justifier ses propositions de fusion de liste avec le front populaire, c'est qu'il s'agirait seulement de « fusion technique » où la LCR ne deviendrait pas partie prenante à part entière de la majorité municipale, mais seulement qu'ils « voteront les mesures qui leur paraîtront aller dans le bon sens » (c'est cité dans une déclaration de l'AFP du 10 mars disponible sur le site internet de la LCR). C'est là une caricature grotesque de la ligne de Staline, Kamenev et les bolchéviks de droite en mars 1917, avant que Lénine ne soit parvenu en Russie. Staline et Kamenev écrivaient en effet dans la *Pravda* qu'il fallait soutenir le gouvernement provisoire « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ». Lénine menait une lutte intransigeante contre ce genre de conciliationnisme vis-à-vis

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

du gouvernement provisoire bourgeois. Et c'est sur cette base qu'il a pu préparer le Parti bolchévique à la révolution d'Octobre.

La LCR fait tout un cinéma qu'il s'agirait soi-disant d'un tournant dramatique pour LO de s'être mise sur les listes du front populaire. Comme je le disais, non seulement eux ont proposé de faire la même chose pour le deuxième tour, mais à partir du moment où LO a commencé à voter dans les années 1970 pour des candidats de front populaire, c'est-à-dire d'une alliance bourgeoise, ce n'était plus qu'une question de temps pour y prendre part directement eux-mêmes. Tous ceux qui sont choqués par l'opportunisme apparemment sans limites de LO ou de la LCR doivent réfléchir au fait que nous l'avions en quelque sorte annoncé quand nous luttions contre le soutien de ces organisations au front populaire de Mitterrand et à ses campagnes de guerre froide contre l'Union soviétique.

A bas la campagne sécuritaire raciste !

Ce qu'il y a eu d'assez remarquable aussi dans cette campagne, c'est à quel point la question de la terreur raciste du gouvernement a été soit mise sous la table soit, dans le cas d'un certain nombre de listes PCF/LO, les candidats de gauche ont attaqué Sarkozy sur le fait qu'il n'a pas rempli ses promesses en matière sécuritaire ou qu'il se contente de faire du spectacle médiatique comme lors de la rafle raciste de Villiers-le-Bel. D'un côté c'était le prix à payer pour que LO puisse se faire accepter sur des listes incluant le PCF, le PS ou les chevènementistes. Mais il y a des raisons plus profondes que simplement des considérations d'opportunisme électoral. C'est que sur le fond LO ou la LCR sont des organisations réformistes, autrement dit elles sont dédiées à la défense de l'ordre bourgeois. Au fond elles considèrent la police comme un service public comme un autre. Nous marxistes disons au contraire que les flics sont les chiens de garde de l'ordre bourgeois ; ce ne sont pas des travailleurs, et ils ne devraient rien avoir à faire dans les syndicats, tout comme les gardiens de prison ou les vigiles. Depuis que la société humaine est divisée en classes sociales, il faut des bandes spéciales d'hommes armés pour maintenir cette division, pour empêcher les opprimés de se révolter et de lutter pour renverser l'ordre existant. C'est cela le rôle de l'armée et de la police, pas de protéger la veuve et l'orphelin.

Mais tout ce que demande la LCR c'est que la police ne commette pas trop de « violence injustifiée », comme le dit la brochure électorale de la LCR pour les municipales. La LCR veut « une police d'élucidation des faits (par exemple retrouver les auteurs de la délinquance en col blanc ou du proxénétisme) ». Elle veut une police qui régule les excès du capitalisme, qui ne soit pas raciste, qui ne harcèle pas les quartiers.

En réalité la terreur raciste est inhérente au capitalisme. Le capitalisme importe continuellement des couches nouvelles de prolétaires, au plus bas de l'échelle, qui soient meilleur marché, qui aient moins de droits, qui soient plus faciles à licencier en période de récession économique. Inévitablement le capitalisme, avec la complicité des directions ouvrières opportunistes, essaie d'empoisonner la conscience et la solidarité de classe des travailleurs en fomentant des divisions religieuses, nationales et ethniques. L'avant-garde prolétarienne se trouve ainsi confrontée à la tâche nécessaire de lutter pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme. Nous luttons pour les *pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici*.

On l'a vu pendant la grève de l'automobile à Citroën Aulnay il y a un an. Nous avons publié un tract et ensuite un

article de bilan de la grève dans *le Bolchévik* de juin 2007. Parmi les grévistes plus âgés, il y avait beaucoup d'ouvriers d'origine marocaine, avec 30 ans de maison, et qui nous disaient que le racisme est encore pire aujourd'hui que quand ils avaient commencé, à l'époque où il y avait la terreur raciste ouverte des contremaîtres dont certains avaient activement soutenu l'Algérie française. Les travailleurs nous expliquaient comment les divisions sont savamment fomentées entre les ouvriers blancs, qui sont rapidement promus, et les immigrés qui restent à la chaîne même après des dizaines d'années de travail. Et entre les immigrés il y a les divisions entre Maghrébins et Africains. Et de plus il y a les intérimaires et jeunes embauchés, qui sont leurs enfants et qui ont des papiers français, mais qui ont la peau plus foncée que les « Français français » et que les patrons veulent obliger à accepter le même genre d'exploitation que leurs pères, ou pire. La campagne raciste contre les jeunes des banlieues sert à cela. C'est pourquoi, pour se défendre elle-même, la classe ouvrière doit défendre les jeunes des banlieues.

Vu la discrimination raciste à l'embauche, la revendication du partage du travail entre toutes les mains, sans perte de salaire, doit s'accompagner d'une lutte intransigeante contre toutes les formes de discrimination, non seulement à l'embauche, mais aussi dans l'attribution des logements, à l'entrée des discothèques, etc.

La grève à Aulnay était une occasion pour mettre en avant une telle perspective. C'était un moyen de surmonter la division raciste qui mine la classe ouvrière. Mais LO n'a rien fait de cela. Ils nous ont répondu lors de leur fête l'année dernière que dans la grève ces divisions étaient dépassées, qu'il y a 41 nationalités dans l'usine et que les grévistes ne faisaient pas attention à la couleur de la peau. Pour eux la question de l'oppression raciale est dans le meilleur des cas une question encombrante qui gêne leur orientation en direction du petit peuple qui voit dans les jeunes de banlieue de la graine de délinquant, de violeur ou de terroriste islamique. Nous mettons au contraire en avant cette question pour élever le niveau de conscience des travailleurs en leur faisant mieux comprendre comment la bourgeoisie les divise pour maintenir sa domination, et afin de mobiliser l'ensemble des couches opprimées de la population derrière la puissance de la classe ouvrière pour renverser l'ensemble du système capitaliste par une révolution socialiste.

En fait LO est devenue tellement parlementariste et tellement partie prenante du front populaire que déjà il y a un an ils avaient fait de la grève d'Aulnay une plate-forme pour Ségolène Royal. Ils s'étaient réjouis qu'elle soit venue quand, en réalité, elle est intervenue auprès des grévistes pour qu'ils se montrent raisonnables et parviennent rapidement à un accord avec Peugeot sur la question de la grève.

Journée d'études de la Ligue trotskyste

Samedi 21 juin

11h

**Mai 68 : une situation
pré-révolutionnaire trahie par le PCF**

14h30

**La lutte pour la libération
de Mumia Abu-Jamal**

Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro ligne 9, Rue des Boulets)

Et pendant la grève LO a également fait appel aux municipalités. LO a diffusé une vidéo à leur fête de 2007 où on voyait Philippe Julien, le dirigeant de la CGT qui aujourd'hui est en tant que militant LO sur les listes de Didier Paillard, maire PCF sortant de Saint-Denis. Philippe Julien expliquait aux travailleurs que le boulot des maires c'est d'aider les travailleurs :

« les maires, il faut leur dire : "*Chacun son travail : moi, mon travail, c'est de fabriquer des voitures. Vous, c'est de résoudre les problèmes sociaux [...]. Alors la moindre des choses, c'est de m'aider financièrement.*" »

A bas les postes exécutifs !

En réalité le rôle du maire, c'est qu'il est, au plus bas de l'échelle, le représentant de l'Etat capitaliste. Il a le pouvoir de police sur son territoire, sous l'autorité du préfet ; c'est lui le patron des employés municipaux, dont il supervise l'embauche, la promotion et le licenciement. C'est pourquoi les trotskystes refusent non seulement d'assumer un tel poste, ils refusent même de se présenter à l'élection d'un tel poste. Nous refusons de même de nous présenter à l'élection du Président de la République, qui est le chef des armées impérialistes françaises. Cela n'a rien à voir avec l'élection à un Parlement ou un conseil municipal, qui peuvent servir de tribune à une propagande révolutionnaire contre l'exécutif capitaliste.

Cela nous distingue fondamentalement de nos opposants. L'une des grandes décisions qu'ont prises les ancêtres de Besancenot, c'était en 1969 de présenter Alain Krivine aux présidentielles. Krivine raconte dans son autobiographie comment il était à l'époque en train de faire son service militaire quand il s'est présenté pour devenir chef des armées. La bourgeoisie a fait une entorse à sa propre Constitution en laissant Krivine se présenter, alors qu'il faut normalement avoir accompli ses obligations militaires pour pouvoir être candidat à la présidentielle ; le Premier ministre a dû passer un décret spécial donnant une permission exceptionnelle à Krivine pour se présenter.

A l'époque l'argument des Jeunesses communistes révolutionnaires (c'était le nom de l'organisation à l'époque) c'était que cela ferait un beau coup de pub pour les idées de Mai 68. En réalité cela a fait un beau coup de pub pour l'élection présidentielle, qui devenait quelque chose de légitime aux yeux des ouvriers les plus avancés puisque les plus radicaux pouvaient s'y présenter. Peut-être que Krivine y a gagné en notoriété, mais cela a fait reculer le niveau de conscience des travailleurs en alimentant l'illusion que si c'était des militants de gauche radicaux qui faisaient fonctionner l'exécutif capitaliste, celui-ci pourrait s'en prendre aux méfaits du système. Ensuite c'est Laguiller qui pendant 30 ans a donné de la légitimité à la participation de candidats des travailleurs à l'élection du chef de l'Etat capitaliste.

Pendant longtemps, nos opposants ont déclaré qu'ils pouvaient se présenter, mais que de toutes façons la question d'assumer un tel poste ne se posait pas. En fait, lors des dernières présidentielles, Laguiller a ouvertement déclaré que cela pourrait se poser en cas de mobilisation exceptionnelle dans la rue sur laquelle elle pourrait s'appuyer. LO se déclarait ainsi prête à administrer l'Etat capitaliste, et six mois plus tard, à la veille des municipales, le dirigeant de LO Georges Kaldy déclarait « gérer une municipalité ne nous gêne pas ».

Kaldy se plaçait là dans une longue tradition réformiste française, ouverte à la fin du XIX^e siècle non seulement par l'antimarxiste Jean Jaurès mais aussi par Jules Guesde.

Guesde et ses camarades ont commencé par gérer l'Etat capitaliste au niveau des municipalités, et ils ont fini au gouvernement de leur propre impérialisme pendant la Première Guerre mondiale. C'est de cette tradition que se revendique LO. Laguiller parlait par exemple lors de son meeting du 29 février à Paris de sa « filiation d'idées » avec le Parti socialiste à ses origines. Elle ajoutait :

« Personne ne peut ignorer le rôle qu'a joué l'activité politique locale dans l'implantation des idées marxistes parmi les travailleurs et dans l'émergence du Parti socialiste, à l'époque où il était révolutionnaire. »

Aux Etats-Unis on appelle le municipalisme le « socialisme des égouts » (*sewer socialism*) parce que les réformistes qui se mettent à cela concentrent leurs forces sur la gestion des eaux usées ou problèmes de ce type. En France, prenons Frank Prouhet, une figure de proue du municipalisme de la LCR. Il est conseiller municipal depuis sept ans à Canteleu, une banlieue ouvrière PS de Rouen, et il vient d'être réélu. On devrait l'appeler le « socialiste de la Lyonnaise des eaux ». Prouhet a axé sa campagne sur son action victorieuse contre cette entreprise. Comme le dit le journal du coin, *Paris-Normandie* (7 mars), Prouhet et sa camarade Libertad Héliot sont « incollables sur les surfacturations de la Lyonnaise des eaux, qui a été obligée d'annoncer une baisse du prix de l'eau de 37 % ». L'article précise qu'en réalité la baisse cette année a été seulement de 1,9 % !

Lutte ouvrière a des arguments tout à fait similaires selon lesquels on peut utiliser l'Etat capitaliste au niveau local dans l'intérêt des travailleurs. Laguiller expliquait dans son grand discours du 29 février : « Mais, à l'intérieur de ces étroites limites, la municipalité peut faire des choix : s'occuper davantage des logements sociaux, favoriser l'équipement des quartiers populaires plutôt que du centre-ville. Des cantines scolaires aux aides sociales en passant par les subventions aux associations, il existe nombre de domaines où la municipalité est amenée à faire des choix. » Demain, Lutte ouvrière pourra reprendre le même argument pour figurer dans un gouvernement « de gauche », où « à l'intérieur de ces étroites limites », ils prétendent qu'un tel gouvernement capitaliste pourrait aussi faire des choix dans l'intérêt des travailleurs.

A peine quelques mois après l'élection de Sarkozy, il y a déjà eu des luttes importantes, et pas seulement chez les cheminots qui ont déjoué les pronostics sur combien de temps ils pourraient poursuivre leur grève en opposition à Bernard Thibault. La classe ouvrière de ce pays n'a pas subi une défaite décisive. Il va y avoir des luttes dans les mois qui viennent. Ce sont les bureaucrates syndicaux qui typiquement dénoncent le manque de combativité des travailleurs pour couvrir leur propre trahison.

La question est plutôt éminemment politique. La classe ouvrière doit tirer les leçons de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique pour pouvoir aller de l'avant. La bureaucratie stalinienne avait un programme de construction du socialisme de façon isolée à l'intérieur de l'URSS, et de trahison de la révolution partout ailleurs pour maintenir la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Ainsi, le PCF a sacrifié la possibilité d'une révolution ouvrière en Mai 68 en France. C'est ce genre de trahisons qui ont pavé la voie à la contre-révolution capitaliste en URSS. Ce qui est posé c'est de lutter pour forger un parti qui tire les leçons de la lutte de classe passée. Un parti forgé dans une lutte intransigeante contre la collaboration de classes des partis et organisations réformistes de la classe ouvrière, du PS au PCF et à LO et la L-ex-CR. C'est ce parti que nous cherchons à construire. ■

Campagne Mumia...

Suite de la page 32

soziale Verteidigung (KfsV) a mobilisé un cortège de 80 personnes dans une manifestation organisée à l'appel de la Coalition « Libérez Mumia Abu-Jamal » de Berlin qui a rassemblé environ 300 personnes. Ces cortèges avaient pour mots d'ordre : « Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste ! Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes ! Mobilisez la puissance de la classe ouvrière – Pour des manifestations de masse ! »

Les rassemblements de front unique organisés à l'initiative du PDC avaient comme mots d'ordre : « Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste ! » Plus de 500 individus et organisations, dont des syndicats représentant des centaines de milliers de travailleurs, ont soutenu ces rassemblements (pour la liste des soutiens, voir www.partisandefense.org). Un des premiers soutiens a été celui du Congress of South African Trade Unions (COSATU) du Cap-Occidental (Afrique du Sud) qui a publié une déclaration affirmant que : « le COSATU soutient la campagne pour libérer le camarade ABU JAMAL [...]. Nous serons aux côtés des millions de personnes, dans le monde entier, qui réclament que justice soit rendue et nous participerons aux rassemblements contre cette parodie de justice. » Parmi les autres soutiens, citons l'OPZZ Konfederacja Pracy (Confédération polonaise des syndicats ouvriers) et la fédération syndicale grecque Front ouvrier militant (PAME), alliée au Parti communiste. En Ecosse, le Conseil des syndicats d'Aberdeen et le Conseil écossais des syndicats ont apporté leur soutien, et Grahame Smith, le secrétaire général du Conseil écossais des syndicats, a déclaré, dans les salutations qu'il a adressées aux rassemblements, que Mumia « doit être libéré immédiatement de prison. Il est innocent, et la peine de mort, intrinsèquement raciste, doit être abolie. »

En outre, 40 sections locales syndicales, aux Etats-Unis et dans le monde entier, ont soutenu les rassemblements de front unique. Ces sections locales représentent des travailleurs dans des secteurs tels que les transports, les ports, la sidérurgie, l'automobile, les industries électriques et les communications, ainsi que les postiers, les enseignants et les employés des universités. De très nombreux dirigeants syndicaux ont aussi apporté leur soutien à titre individuel, ainsi que des représentants d'organisations comme la Coalition of Black Trade Unionists (Coalition des syndicalistes noirs), la Coalition of Labor Union Women (Coalition des femmes syndicalistes) et le Latino Caucus (Comité latino-américain) de la section locale 721 du syndicat des employés SEIU à Los Angeles.

Le PDC a aussi cherché des soutiens à la cause de Mumia parmi les étudiants, les militants antiguerre et pour les droits des homosexuels, les minorités, les communautés immigrées, les organisations de gauche et d'autres personnalités. Ont apporté leur soutien aux rassemblements de front unique les anciens dirigeants des Black Panthers Elaine Brown et David Hilliard, le responsable de la VVN-BdA (Association des victimes du régime nazi – Coalition des antifascistes) à Berlin, de l'acteur sud-africain Dr. John Kani, de Cynthia McKinney (candidate du Parti vert américain à la présidence) et des écrivains Cornel West, Gilles Perrault, Robert Allen, Michael Eric Dyson et Manning Marable. De Cuba, nous avons reçu les soutiens de l'écrivaine Celia Hart et de la fille de Che Guevara, Aleida Guevara March. Une déclaration de solidarité a été envoyée par Leonard Peltier, dirigeant de l'Améri-

can Indian Movement, en prison depuis longtemps mais dont la détermination reste entière après des dizaines d'années d'acharnement du gouvernement américain contre lui. Ont aussi construit et participé à ces rassemblements des groupes nationalistes noirs à Londres, Chicago et Oakland, des militants pour les droits des homosexuels à Chicago, et bien d'autres. Parmi ceux qui ont pris la parole figuraient des syndicalistes, des parents de militants des Black Panthers assassinés et d'anciens membres des Black Panthers aujourd'hui inculpés suite à des machinations.

Le PDC a encouragé toutes les organisations qui soutenaient les rassemblements à publier leur propre appel. Toutes les organisations qui soutenaient les rassemblements étaient aussi invitées à prendre la parole. Là où les participants ont accepté l'invitation du PDC à exprimer leurs propres positions, y compris en soulevant des divergences politiques avec d'autres participants, un large éventail de points de vue politiques a pu s'exprimer, ce qui n'a fait que renforcer la détermination commune à mener la bataille urgente pour la libération de Mumia.

Les réformistes ont démobilisé un mouvement de masse – reconstruisons le mouvement pour Mumia !

Dans la lutte pour libérer Mumia, il est vital de transformer en actions ouvrières les soutiens et les déclarations de soutien venus du mouvement ouvrier international. Nous luttons pour une stratégie de défense lutte de classe, qui doit se baser sur la compréhension que la société capitaliste est fondamentalement divisée en deux classes sociales hostiles – les exploités capitalistes et la classe ouvrière – et que l'Etat capitaliste et ses tribunaux sont des organes de répression contre les travailleurs et les opprimés. Comme le soulignait Rachel Wolkenstein, conseillère juridique du PDC, lors du rassemblement de front unique de Mexico :

« Il y a une force qui peut lutter contre la vendetta de l'Etat contre Mumia. La puissance pour faire plier les tribunaux, la puissance pour libérer Mumia, réside dans la classe ouvrière internationale, multiraciale, multiethnique, qui peut stopper la production, les transports et les communications ! [...] Cette puissance est représentée, sous forme embryonnaire, par le soutien qu'a reçu cette manifestation et par ceux qui se sont mobilisés ici aujourd'hui ! Cette puissance doit être utilisée pour lutter pour Mumia, pour tous les prisonniers de la guerre de classes, et ceci fait partie intégrante de la transformation des luttes économiques des travailleurs en luttes politiques conduisant à des révolutions socialistes dans le monde entier. »

Dans le cadre de cette stratégie lutte de classe, le PDC se bat pour de véritables actions de front unique en défense de Mumia. Le front unique est une tactique pour des actions communes, menées sous la devise « marcher séparément, frapper ensemble ». Cela signifie l'unité d'action, basée sur des mots d'ordre acceptés par tous et sur une complète liberté de critique – c'est-à-dire le débat ouvert sur quelle stratégie est nécessaire pour reconstruire le mouvement pour Mumia et lutter pour sa libération. En tant que communistes participant à des actions de front unique, nous n'abdiquons jamais devant l'obligation de dire la vérité, telle que nous la percevons. Mais les staliniens et les sociaux-démocrates, au fil des décennies, ont perverti le terme de front unique au service de la collaboration de classes, en l'utilisant pour désigner un bloc politique entre opportunistes qui n'imaginent pas se critiquer mutuellement de façon ouverte. Aujourd'hui, cela signifie esquiver la bataille politique nécessaire pour aller de l'avant dans la lutte pour libérer Mumia.



Espartaco



PDC

En haut à gauche : Mexico, 24 avril, front unique à l'initiative du Grupo espartaquista de México. A droite, Stephen Hedley du syndicat des transports RMT prend la parole au rassemblement de front unique à l'initiative du PDC à Londres le 19 avril. Ci-contre : Rassemblement de front unique à l'initiative du PDC à Chicago, le 26 avril ; l'ATU, sur la banderole, est un syndicat de travailleurs des transports en commun.



PDC

Dans sa « Lettre ouverte à tous ceux qui luttent pour la libération de Mumia » du 8 avril (reproduite dans *Workers Vanguard* n° 912, 11 avril), le PDC notait que la décision du tribunal du 27 mars montrait de façon tellement claire que Mumia ne pourra pas obtenir justice dans les tribunaux capitalistes que « même ceux qui, depuis des années, s'étaient mobilisés sur la base que Mumia pourrait avoir un "nouveau procès équitable" proclament maintenant qu'il ne faut pas entretenir d'illusions dans le système de justice américain ». Avant la manifestation d'ICFFMAJ du 19 avril à Philadelphie et le front unique à l'initiative du PDC à Oakland, le PDC avait approché la San Francisco Mobilization to Free Mumia Abu-Jamal et la Free Mumia Abu-Jamal Coalition de New York pour que celles-ci soutiennent les rassemblements organisés à l'initiative du PDC, et pour transformer le rassemblement de Philadelphie en véritable front unique. Mais ces propositions furent rejetées catégoriquement. Comme l'explique le PDC dans sa « Lettre ouverte » :

« La machination contre Mumia Abu-Jamal exprime avec acuité la partialité de classe et de race des tribunaux capitalistes, et souligne la nécessité pour la classe ouvrière multiraciale de se faire le champion de la libération des Noirs [...].

« L'appel à un "nouveau procès" est basé sur un programme politique de confiance dans la classe capitaliste, ses politiciens et ses tribunaux pour qu'ils rendent justice à ceux qui combattent pour les opprimés. Personne n'avait jamais appelé à un "nouveau procès" pour Angela Davis, Huey Newton ou Nelson Mandela. Si l'opposition politique entre notre appel à la "libération de Mumia" et ceux qui préconisent un "nouveau procès" avait été ouvertement débattue il y a dix ans et depuis lors, le mouvement pour Mumia serait aujourd'hui beaucoup plus fort

et solidement basé sur la nécessité de nous mobiliser pour libérer cet innocent [...].

« En rejetant notre appel urgent à une action de front unique, la Mobilization et la Coalition de New York font preuve de lâcheté politique. Dans la situation d'urgence où nous nous trouvons, ils subordonnent la lutte pour la libération de Mumia à leur peur du débat politique. »

De fait, alors que beaucoup d'organisations et d'individus ont soutenu les rassemblements de front unique, la plus grande partie de la gauche a brillé par son absence – à quelques exceptions près, comme le Freedom Socialist Party et l'Internationalist Group (IG) –, alors même que nous avons activement cherché à obtenir leur soutien, et que nous les avons encouragés à aider à construire les rassemblements. Des sympathisants du Party for Socialism and Liberation (PSL), de la League for the Revolutionary Party (LRP) et de la Campaign to End the Death Penalty (dominée par l'International Socialist Organization) sont venus au rassemblement de front unique de Chicago, et des sympathisants de Spark (l'organisation sœur de Lutte ouvrière aux Etats-Unis) à Los Angeles. Mais toutes ces organisations (et d'autres encore) ont refusé de soutenir les rassemblements de front unique qui réclamaient simplement la libération d'un prisonnier politique noir innocent et l'abolition de la peine de mort raciste (toutes choses qui devraient être du b.a.-ba pour tout libéral décent, et à plus forte raison pour qui se proclame socialiste). En tant que marxistes, nous sommes contre la peine de mort partout, y compris dans les Etats ouvriers déformés – comme la Chine – que nous défendons militairement de façon inconditionnelle contre les agressions impérialistes et la contre-révolution capitaliste.

Le sectarisme des réformistes n'est pas fortuit. Ils portent la responsabilité de la démobilité du mouvement en défense de Mumia qui auparavant mobilisait des manifestations de dizaines de milliers de personnes. Ce sont les actions de protestation internationales, incluant le soutien de syndicats du monde entier, qui ont été cruciales pour retenir la main du bourreau en 1995, quand un ordre d'exécution de Mumia avait été signé. Mais depuis 1995, des groupes comme Socialist Action, qui avant 1995 n'avaient pratiquement rien dit sur le cas de Mumia, ont subordonné la lutte pour sa libération à l'appel à un « nouveau procès », en prêchant le mensonge que Mumia obtiendrait justice des mêmes tribunaux qui le maintiennent derrière les barreaux.

A mesure que s'accumulaient les preuves de l'innocence de Mumia, dont la plupart ont été découvertes par Rachel Wolkenstein et Jonathan Piper qui faisaient partie de l'équipe d'avocats de Mumia de 1995 à 1999, la gauche réformiste a de plus en plus abandonné l'idée de l'innocence de Mumia et s'est enfermée dans son insistance à colporter des illusions dans la « justice » américaine. Ceci est devenu explicite lors d'une « réunion au sommet d'urgence de la direction » en janvier 1999, où des représentants de Socialist Action, de Solidarity, du Workers World Party (WWP), du Revolutionary Communist Party (RCP), de Refuse & Resist, d'ICFFMAJ et d'autres groupes ont adopté une stratégie qui rejetait explicitement l'appel à la libération de Mumia et à l'abolition de la peine de mort en faveur de l'appel à un nouveau procès.

Cela s'inscrivait dans une stratégie de main tendue « à l'opinion publique américaine », comme l'écrivait pour s'en féliciter le porte-parole de Solidarity Steve Bloom dans *Against the Current* (mars/avril 1999). Les réformistes ont activement escamoté et dénigré les preuves de l'innocence de Mumia, notamment les aveux d'Arnold Beverly où celui-ci affirme que c'est lui, et non Mumia, qui a tué Faulkner. En décembre 2001, le juge du tribunal de district William Yohn a

annulé la condamnation à mort de Mumia tout en confirmant le verdict de culpabilité basé sur une machination. C'était un coup dur démoralisant pour ceux qui prônaient un « nouveau procès ». Mais au lieu de se mobiliser autour de l'appel à libérer Mumia, ils ont dit aux militants de se tourner vers la cour d'appel fédérale suivante. Cette ligne a trouvé un écho chez des forces réformistes plus importantes au niveau international, comme le Parti communiste français (PCF), ainsi que chez les bureaucrates syndicaux aux Etats-Unis.

Les effets ont été dévastateurs ; un mouvement de masse a été démobilité. Pourquoi se mobiliser dans la rue ou dans les syndicats si Mumia peut obtenir justice de la part des tribunaux ? Comme l'expliquait le KfsV, l'organisation sœur du PDC en Allemagne, dans une polémique contre la Coalition pour Mumia basée à Berlin (voir « Pour une défense lutte de classe pour libérer Mumia », *Spartakist* n° 169, hiver 2007/2008) :

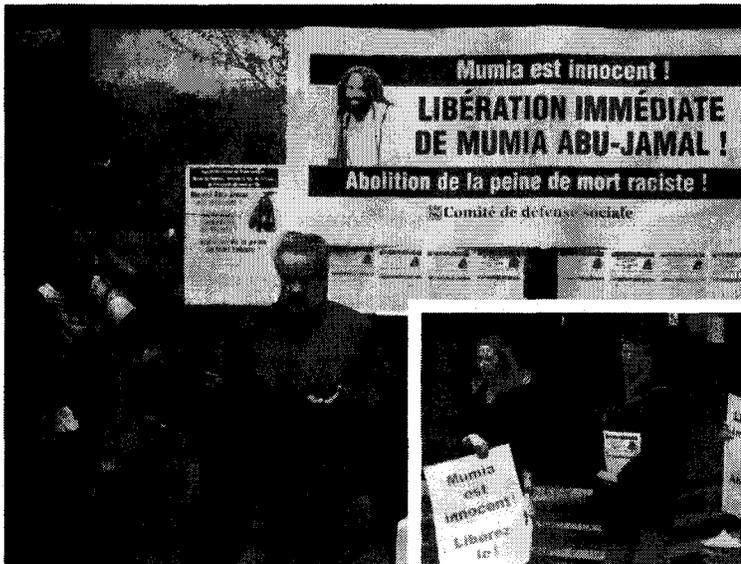
« Faire de la revendication d'un "nouveau procès équitable" une perspective pour le mouvement pour la libération de Mumia signifie tendre la main aux libéraux qui doutent de l'innocence de Mumia, qui seraient satisfaits s'il était condamné à la mort lente, qui veulent juste donner à la machination les apparences de "l'équité" et du "respect du droit". La Coalition cherche à en appeler à la partie de "l'opinion publique" qui voit dans l'enfer judiciaire où Mumia a été précipité une tache sur l'image de la "justice" américaine, ou une violation de la démocratie "constitutionnelle" européenne. Prêcher que le prochain tribunal sera le tribunal qui accordera à Mumia un nouveau procès équitable démoralise aussi les jeunes et les travailleurs qui avaient initialement rejoint la lutte pour Mumia parce qu'ils y voyaient leur propre lutte contre "le système", tel qu'ils le perçoivent et dont ils ont fait personnellement l'expérience. »

Une part cruciale de la campagne actuelle du PDC consiste à réparer les dommages provoqués par les réformistes et à reconstruire le mouvement pour Mumia. Quand nous avons porté la campagne Mumia dans les campus, nous nous sommes aperçus qu'aujourd'hui la plupart des jeunes, et même des étudiants noirs, n'avaient même pas entendu parler de lui, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Il est tout aussi révélateur que la plupart de ceux qui avaient entendu parler de lui pensaient qu'il avait déjà été libéré, qu'il était sur le point d'être libéré, ou même qu'il avait été exécuté.

Quand elle subordonne la lutte pour Mumia aux libéraux bourgeois et aux Démocrates « progressistes », la gauche réformiste n'applique pas une approche fondamentalement différente que dans les autres

luttés sociales – comme celle contre l'invasion et l'occupation de l'Irak, le combat pour les droits des immigrés, le droit à l'avortement, etc. Ces luttes, et d'autres encore, ont été dévoyées pour déloger la majorité républicaine au Congrès – ce qui a été fait en 2006 – et, cette année-ci, pour envoyer un démocrate à la Maison Blanche.

Ceci découle de l'opposition des réformistes à la lutte pour une révolution socialiste qui renver-



Photos Le Bolchévik

Rassemblement de front unique à l'initiative du CDDS sur la fac de Mont-Saint-Aignan (Rouen), le 30 avril. La LTF, le SUD Etudiant de la fac et le Comité pour un nouveau parti anticapitaliste de Mont-Saint-Aignan appelaient également au rassemblement (à gauche, Hugues Naslin prend la parole pour le Comité NPA), ainsi que, à titre personnel, Ndiaye Modou, secrétaire général de l'Association des Sénégalais étudiant à Rouen.



sera l'ordre capitaliste, et de leur insistance à colporter le mensonge que le capitalisme, par des actions de protestation et de pression, pourrait être réformé pour servir les intérêts des travailleurs et des opprimés. C'est ainsi qu'aujourd'hui les réformistes, explicitement ou implicitement, cherchent à favoriser le politicien capitaliste pro-peine de mort Barack Obama (ou, dans une bien moindre mesure, la politicienne capitaliste pro-peine de mort Hillary Clinton). De leur côté, d'autres favorisent la politicienne capitaliste « progressiste » Cynthia McKinney, la candidate annoncée des Verts, un parti capitaliste de troisième ordre.

Dans le cadre de la mobilisation pour le rassemblement Mumia du 19 avril à Philadelphie, le PDC, le 18 avril, a accroché, à proximité du rassemblement pour Obama, une banderole appelant à la libération de Mumia. Les camarades spartacistes ont clairement affiché notre combat pour l'indépendance politique de la classe ouvrière par rapport à la classe capitaliste en diffusant l'article « Obama et Clinton ne sont pas les amis des travailleurs, des Noirs et des opprimés – Rompez avec le Parti démocrate, parti de la guerre impérialiste et du racisme ! Pour un parti ouvrier lutte de classe ! » (publié le 17 avril et reproduit dans *Workers Vanguard* n° 913, 25 avril). Cet article expliquait que nous « n'accordons par principe aucun soutien politique à aucun politicien capitaliste – démocrate, républicain, vert ou indépendant ».

En allant à ce rassemblement, nous cherchions à populariser la cause de Mumia et à toucher de jeunes libéraux attirés par Obama pour les intéresser à la cause de Mumia. Depuis que nous nous sommes engagés au côté de Mumia, en 1987, nous avons toujours cherché à impliquer dans la lutte pour Mumia des forces plus larges qui ne partagent pas notre vision marxiste. En se tournant vers « l'opinion publique », les réformistes ont cherché à construire un « mouvement » qui prendrait une position agnostique sur l'innocence de Mumia. Ce sont le PDC et la SL/U.S. qui ont fait connaître le cas de Mumia y compris auprès des forces les plus larges possibles, et nous l'avons fait – avec nos mobilisations, nos rassemblements et nos publications (par exemple, dernièrement l'exposé des faits *Mensonges au service d'un lynchage légal*) – sur la base que c'est un homme innocent, victime d'une machination raciste et politique, qui doit être immédiatement libéré.

On peut voir la différence entre les rassemblements organisés à l'initiative du PDC et les autres rassemblements récents en défense de Mumia. Ces derniers ont cherché à exclure nos positions communistes de la « diversité » autorisée à s'exprimer à la tribune. Lors du rassemblement du 19 avril à Philadelphie, les organisateurs avaient fait en sorte que les différents groupes de manifestants manifestent séparément chacun dans son petit bantoustane : le contingent mobilisé par le PDC dans un coin, et dans l'autre coin les sympathisants d'organisations comme l'ICFFMAJ, le WWP, le PSL et la Coalition du 22 octobre du RCP. Cette division n'a fait qu'encourager des provocateurs fascistes et d'autres partisans des flics racistes à mettre à exécution les menaces de harcèlement et de violence contre les défenseurs de Mumia qu'ils avaient proférées auparavant.

Au contraire, les rassemblements organisés à l'initiative du PDC ont *uni* des forces avec des points de vue politiques divers derrière l'appel à libérer Mumia, tout en permettant à chaque groupe de mettre en avant ses propres positions. A Oakland ont pris la parole notamment Richard Brown, Hank Jones, Francisco Torres et Ray Boudreaux qui font partie des « 8 de San Francisco », un groupe d'anciens Black Panthers

aujourd'hui traînés devant les tribunaux sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces qu'ils auraient tué un flic, et qui avaient été rejetées par un tribunal il y a 30 ans.

A Londres ont pris la parole un certain nombre de nationalistes noirs, comme Brother Omowale qui s'est exprimé au nom de Galaxy Radio, une station qui avait diffusé l'appel au rassemblement organisé à l'initiative du PDC. Jessica Huntley, l'une des fondatrices de Bogle-L'Ouverture Publications, a évoqué de façon très émouvante et évocatrice le professionnalisme et la culture politique de Mumia en tant que journaliste, quand elle l'avait rencontré en 1981. Elle se souvenait que Mumia l'avait appelée après son arrestation pour lui dire qu'il était en prison pour un crime qu'il n'avait pas commis. (Pour davantage d'informations sur les rassemblements de front unique d'Oakland, de Toronto et de Londres, voir « Des rassemblements internationaux exigent : libération immédiate de Mumia ! », *Workers Vanguard* n° 913, 25 avril).

Et le débat politique a eu lieu. Notre perspective lutte de classe, qui s'oppose à la confiance de la gauche réformiste dans le système de la « justice » américaine, était controversée. Lors du rassemblement de front unique de Chicago, Bernard Branche, qui parlait au nom de la Labor Black Struggle League, a souligné la nécessité d'une lutte de classe intégrée pour se battre pour la libération de Mumia ; un sympathisant du Black Panther Party, dont le porte-parole Jokarhi Shakur-El s'était déjà adressé aux manifestants, a essayé de l'interrompre en déclarant « Il ne faudra pas seulement la classe ouvrière ». En réponse, Branche a déclaré :

« Ils ont eu leur orateur [...]. Ils ont leur propre stratégie. Ils la mettent en avant. Cette stratégie [...] n'a aucun espoir qu'il puisse y avoir une lutte de classe unie contre la bourgeoisie raciste, qui transcende les lignes de fracture raciales [...]. Ils n'ont aucun espoir qu'il soit possible de gagner la direction de la classe ouvrière, donc par conséquent la seule chose [...] qui reste c'est de soutenir le Parti démocrate. Ici, c'est un front unie. Donc, liberté de critique. C'est pourquoi Jokarhi a pu se lever et indiquer sa perspective. Et c'est pourquoi j'indique la mienne. »

De Mexico à Sydney : Libération immédiate de Mumia !

Devant la centaine de manifestants qui s'étaient mobilisés à Mexico pour le rassemblement de front unique appelé par le GEM le 24 avril, Rachel Wolkenstein soulignait que « Nous sommes ici pour proclamer notre opposition à la détermination de l'Etat américain à exécuter Mumia ou à le maintenir en prison pour le reste de sa vie. Le seul crime de Mumia a été d'être un adversaire inflexible du racisme, de la brutalité policière, de la guerre impérialiste et des exactions coloniales. » Elle ajoutait : « Le pouvoir américain raciste voit dans Mumia le spectre de la révolte noire [...]. A l'âge de 14 ans seulement, Mumia a rejoint le Black Panther Party, et il est rapidement devenu ministre de l'Information dans sa section locale [...]. Mumia s'est retrouvé à 15 ans sur une liste du gouvernement pour le crime, selon les mots du FBI, d'être un « porte-parole efficace ». » Wolkenstein déclarait ensuite :

« La lutte pour la libération de Mumia est une lutte pour nous tous – aux Etats-Unis, au Mexique, dans le monde entier. Aux Etats-Unis, la machination à son encontre incarne tous les aspects de l'injustice capitaliste raciste. Elle met à nu l'essence de l'Etat capitaliste, en tant qu'instrument de répression contre les travailleurs et les opprimés. Le développement du capitalisme américain s'enracine dans l'esclavage des Noirs. La peine de mort est l'héritage de l'esclavage – quand les Noirs

pouvaient être torturés et assassinés en tant que possessions de leurs propriétaires. La peine de mort, c'est la corde à lyncher légalisée. »

Parmi les participants au rassemblement de Mexico figuraient des étudiants et des travailleurs de l'UNAM. Il y avait des militants de gauche, dont la Liga de los Trabajadores por el Socialismo-Contracorriente (Ligue des travailleurs pour le socialisme-contre le courant, LTS, affiliée à un courant moréniste qui se déclare trotskyste) et l'IG, qui tous deux ont pris la parole pendant le rassemblement. Et il y avait des porte-parole de groupes de défense, dont ¡Eureka! et le Front national contre la répression (FNCR). Inti Martínez, de ¡Eureka!, a apporté les salutations de la sénatrice Rosario Ibarra, coordinatrice nationale de ¡Eureka!, qui soutenait le rassemblement de front unique. Evoquant les décennies de lutte d'Ibarra et de ¡Eureka! pour récupérer leurs enfants, leurs conjoints et leurs camarades que l'Etat mexicain a fait disparaître, il a déclaré : « Ils les ont pris vivants, nous voulons qu'on nous les rende vivants ! Libérez tous les prisonniers politiques, libérez Mumia ! »

Le porte-parole de la Juventud Espartaquista [JE], le groupe de jeunesse du GEM, a rappelé que la veille c'était le neuvième anniversaire du début de la grève combative des étudiants de l'UNAM en défense de l'éducation publique, « une lutte très combative qui avait le potentiel pour devenir l'étincelle d'une révolution ouvrière au Mexique. Pour réaliser ce potentiel, une direction révolutionnaire était nécessaire. » Cette grève a été brisée par une répression sanglante dirigée par les trois partis bourgeois du Mexique, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), le PAN (Parti d'action nationale) et le PRD (Parti de la révolution démocratique), et le porte-parole de JE a fait le lien entre cette répression et les agressions contre des étudiants de gauche perpétrées aujourd'hui sur les campus par des nervis d'extrême droite. Il a aussi évoqué la campagne actuelle pour faire passer des porte-parole connus de la gauche mexicaine ainsi que des étudiants de l'UNAM et des militants ouvriers pour des « terroristes », au lendemain de l'attaque meurtrière menée début mars par le gouvernement colombien sur un camp de guérilleros des FARC en Equateur, qui a tué 22 personnes, dont plusieurs étudiants de l'UNAM.

Le thème de la solidarité ouvrière au-delà des frontières a été évoqué à plusieurs reprises. Le porte-parole de l'Assemblée ouvrière de l'Ecole des sciences politiques et sociales, qui fait partie du syndicat STUNAM, a proclamé : « Mort à la tyrannie ! Mort à la peine de mort ! » Il a réclamé la libération de Mumia et de « tous les Mexicains et les Latino-américains injustement poursuivis » par le gouvernement américain. Le porte-parole de la LTS a salué le PDC pour cette campagne internationale, et a insisté sur la puissance de la classe ouvrière américaine et sur la nécessité que les travailleurs américains s'unissent aux travailleurs du monde entier. Dénonçant la confiance dans les Partis démocrate ou républicain aux Etats-Unis, il a appelé les syndicats à prendre la tête de la lutte pour la libération de Mumia. Le porte-parole du GEM a répondu qu'avec ses appels à la « dissolution des forces répressives de l'Etat », la LTS partage les mêmes illusions dans l'Etat capitaliste qui ont démobilisé le combat pour la libération de Mumia.

Celia Hart avait envoyé un message de solidarité qui faisait le lien entre le cas de Mumia et celui des Cinq de Cuba, victimes d'accusations d'espionnage bidon à Miami à cause de leur solidarité avec Cuba. Elle écrivait : « Avec beaucoup d'honneur et de détermination, je soutiens la campagne pour

la libération immédiate de notre frère Mumia [...]. Nos cinq *compañeros* cubains, combattants révolutionnaires, ont subi des peines inacceptables, tout comme Mumia. Ce sont six combattants pour le bonheur de leurs peuples (deux des camarades cubains sont aussi américains). Ces deux campagnes doivent n'en faire qu'une [...]. Nous avons besoin que ces six combattants internationalistes sortent de derrière les barreaux [...]. »

Dans chacun des rassemblements de front unique, le lien a été fait entre l'injustice infligée à Mumia et l'oppression et la terreur raciste dans le pays où le rassemblement avait lieu. Lors du rassemblement de front unique du 23 avril à Sydney, en Australie, où environ 55 manifestants ont réclamé la libération de Mumia, la porte-parole de la Spartacist League, Margaret Rodda, déclarait : « Nous sommes par principe contre la peine de mort, et nous exigeons son abolition. Nous n'accordons pas à l'Etat le droit de décider qui doit vivre et qui doit mourir. Bien que la peine de mort soit officiellement abolie en Australie [...], elle est appliquée en pratique, dans les prisons et les cellules des commissariats, contre la population aborigène profondément opprimée. Cela fait que le cas de Mumia trouve un écho profond dans ce pays. » Dénonçant la saisie par l'armée et la police de terres aborigènes dans les Territoires du Nord australiens, elle ajoutait : « On ne doit pas laisser les Aborigènes se battre seuls – mobilisons le mouvement ouvrier organisé dans un combat lutte de classe pour les droits des Aborigènes ! »

Chicago : « La place de Mumia est ici, dehors, avec le peuple. »

La manifestation de Chicago a rassemblé plus de 200 personnes, et 13 orateurs représentant un large éventail d'organisations politiques et syndicales ont pris la parole. Parmi les soutiens du rassemblement de front unique de Chicago figuraient les sections locales 241 et 308 de l'Amalgamated Transit Union [syndicat des transports publics], la section locale 3212 de l'United Auto Workers [UAW – syndicat des ouvriers de l'automobile] et la section locale 3506 de l'AFSCME [syndicat des employés de la fonction publique et des hôpitaux]. Des étudiants de différents campus de Chicago s'étaient mobilisés, notamment la University of Illinois à Chicago, la University of Chicago, la DePaul University, la Chicago State University et la North-Eastern University. Parmi les soutiens venus des campus figuraient la Black Student Union [Union des étudiants noirs] à DePaul, ainsi que la MEChA [une association d'étudiants latino-américains] et Students for a Democratic Society [Etudiants pour une société démocratique] de la University of Chicago.

Pratiquement tous les orateurs ont dit leur colère après l'acquiescement, la veille du rassemblement, des flics de New York qui avaient abattu Sean Bell de 50 balles. Bernard Branche, le porte-parole de la LBSL, a déclaré que « deux des flics qui ont tué Sean Bell étaient noirs, et en abattant un jeune Noir, aux yeux du pouvoir raciste, ils ne faisaient que leur boulot. Nous cherchons à mobiliser le mouvement ouvrier pour protester contre ces affronts, tout en expliquant aux masses qu'on ne mettra fin à des choses comme la terreur raciste des flics que quand la classe que les flics protègent sera chassée du pouvoir par la classe ouvrière. »

Branche a appelé à des mobilisations de protestation de masse centrées sur le pouvoir du mouvement ouvrier pour libérer Mumia, en soulignant que l'oppression raciste a été un aspect fondamental du fonctionnement du capitalisme américain, « depuis l'esclavage, en passant par la défaite de

la Reconstruction radicale [la période qui a suivi la guerre civile américaine, dite de Sécession] et jusqu'à aujourd'hui, avec des exemples comme Katrina et les "Six de Jena". » Il ajoutait :

« La division de la classe ouvrière suivant des clivages raciaux et ethniques est utilisée pour entraver la classe ouvrière dans sa lutte contre les patrons corrompus et racistes. Notre perspective est celle de l'intégrationnisme révolutionnaire. Nous cherchons à combattre chaque manifestation de l'oppression raciale des Noirs. Nous savons que c'est seulement en construisant une société socialiste égalitaire que l'on pourra arracher la libération des Noirs. Cette stratégie s'oppose à la fois au rêve libéral-intégrationniste fumeux d'un rapprochement lent et progressif vers l'égalité, et au nationalisme noir qui accepte la ghettoïsation et la séparation, aspect clé de l'oppression raciale des Noirs. »

Branche déclarait ensuite : « Nous cherchons à gagner la classe ouvrière, y compris les ouvriers blancs ainsi que le nombre croissant des Latino-américains et des autres immigrés, au combat pour la libération des Noirs. Nous savons aussi qu'il faut que les militants noirs et ouvriers luttent pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, pour préparer les masses travaillées à combattre leur ennemi capitaliste commun. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! » Pour la Spartacist League, Paula Daniels a désigné la bureaucratie syndicale procapitaliste comme l'obstacle à la mobilisation pour la libération de Mumia dans le mouvement ouvrier, en affirmant que « Le mouvement ouvrier a besoin d'une direction basée sur l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à l'Etat et aux partis politiques des patrons ».

Bob Schwartz, porte-parole du Gay Liberation Network (Réseau de libération gay), a déclaré : « Hier, j'ai vu à la télévision un politicien connu déclarer que nous devons respecter la décision du tribunal qui a disculpé les assassins de Sean Bell. Alors, qui était ce politicien ? C'est exact, c'était Barack Obama. Ce n'était pas George Bush, ni John McCain, même si ça aurait pu être lui, mais c'était Barack Obama. Je suis sûr que personne ici, ou j'espère que personne ici, n'a d'illusions qu'Obama, ou aucun autre politicien capitaliste, va apporter la libération. »

S'exprimant devant les participants au rassemblement, Rachel Wolkenstein déclarait :

« Même s'il vise Mumia, le jugement de la cour d'appel est une attaque contre nos droits à tous. Le tribunal a approuvé l'exclusion des jurés noirs, approuvé le comportement scandaleusement raciste du juge Sabo, et entériné l'argument anticonstitutionnel utilisé par le procureur pour convaincre le jury qu'il pouvait condamner Mumia parce qu'il aurait "appel après appel". Le troisième circuit a concocté des "règles Mumia" afin de saper les droits qui sont censés figurer dans la Déclaration des droits pour tout le monde [...]. »

« Le jugement dans le cas de Mumia confirme une fois encore qu'on ne peut attendre aucune justice des tribunaux capitalistes. Toutes les voies judiciaires possibles doivent être exploitées vigoureusement pour contester cette récente décision du tribunal. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir la moindre illusion dans des audiences équitables et des juges impartiaux. »

Glenna Swinford a pris la parole au nom des « 5 de Freightliner », des membres de la section locale 3520 de l'UAW en Caroline du Nord qui ont été licenciés pour avoir dirigé une grève. Elle a expliqué en détail comment les bureaucrates de la direction internationale de l'UAW avaient déclaré la grève « illégale », exposant ainsi les travailleurs à la répression. « Mumia se bat pour sa vie, pour sa liberté,

contre son emprisonnement injuste », a-t-elle déclaré. « C'est une bataille qu'il mène depuis plus de 25 ans. Le système judiciaire l'a laissé tomber, mais il continue toujours à se battre pour sa libération, et les "5 de Freightliner" continueront à se battre pour la nôtre. »

« Nous savons que Mumia est innocent. Nous savons que sa place est ici, dehors, avec le peuple. Il fait partie du peuple », a déclaré Bill Hampton, le frère de Fred Hampton, le dirigeant du Black Panthers Party de Chicago assassiné, avec Mark Clark, par les flics de Chicago en 1969. Delbert Tibbs, ex-prisonnier du couloir de la mort aujourd'hui innocent, soutenait aussi le rassemblement et y a participé. « Si quiconque croit qu'il y aura la justice dans ce système, laissez-moi vous dire, je suis désolé, mais vous avez tort », a déclaré Jorge Mujica, co-coordonateur du Comité du 10 mars. Mujica a fait référence à l'exécution, en 1927, à la suite d'une machination, des ouvriers immigrés anarchistes Sacco et Vanzetti, et à l'exécution en 1953 des communistes Julius et Ethel Rosenberg. Il a fait le lien entre la lutte pour libérer Mumia et la lutte pour les droits des immigrés, en mettant l'accent sur la combativité que les travailleurs immigrés apportent au mouvement ouvrier américain.

Earl Silbar, aujourd'hui retraité et ancien membre de la section locale 3506 de l'AFSCME, a rendu hommage à la force du journalisme de Mumia. Il a aussi noté que « Le fait est que je n'aurais jamais été impliqué là-dedans si je n'étais pas abonné au journal spartaciste [...]. Malgré tout ce qu'il peut y avoir de désaccords, la Spartacist League continue, depuis de longues, longues années [...] à soulever le cas de Mumia, à garder les gens informés, et à faire descendre les gens dans la rue, donc je veux leur rendre hommage pour cela, et pour ce rassemblement. »

Au début du rassemblement, les manifestants ont écouté un enregistrement émouvant de la fille de Mumia, Goldii, au rassemblement du PDC du 28 mars à New York, où elle soulignait que le pouvoir veut tuer Mumia « parce qu'il a peur de lui, à cause de son éloquence, de son intelligence » (cet enregistrement est disponible à l'adresse www.partisandefense.org/pubs/articles/videos0408.html). Ont été lues des salutations du fils de Mumia, Jamal Hart, emprisonné depuis 1997 pour des accusations bidon de port d'arme illégal, en fait en représailles pour avoir défendu son père.

Los Angeles : « Le combat pour libérer Mumia est un combat pour la libération des Noirs »

A Los Angeles, jusqu'à 150 personnes ont participé au rassemblement de front unique organisé au Westwood Federal Building, dont un cortège marchant depuis la fac de l'UCLA. La composition de cette manifestation reflétait celle de la classe ouvrière multiraciale de la ville. Rosie Martinez, entourée à la tribune par plusieurs de ses camarades syndicalistes, a pris la parole en tant que présidente du Comité latino de la section locale 721 du SEIU, comité qui représente les employés des collectivités locales de la Californie du Sud. « Le Comité latino », a-t-elle déclaré, « est solidaire de la revendication de libérer Mumia Abu-Jamal ». Elle a poursuivi : « Nous autres, dans le mouvement syndical, nous savons que les capitalistes racistes essaient de diviser et d'opprimer les travailleurs, ici aux Etats-Unis et dans le monde entier ». Elle a ajouté : « Nous continuerons le combat, chers camarades, jusqu'à ce que nous libérons Mumia et tous les prisonniers politiques, et que nous mettions fin à la peine de mort raciste. »

James Lafferty, directeur exécutif de la section locale de

Los Angeles de la National Lawyers Guild (NLG – Association nationale des avocats), a noté avec fierté que « Mumia Abu-Jamal est vice-président pour les avocats défendant les prisonniers » au titre de la NLG depuis plus de 25 ans. Il a ajouté : « Je vous apporte aussi les salutations de la KPFK », où « nous sommes fiers d'avoir diffusé les chroniques de Mumia ». La KPFK, a-t-il ajouté, a été la première radio à diffuser les aveux d'Arnold Beverly.

Le révérend Richard Byrd a déclaré devant le rassemblement de Los Angeles que « 35 % des jeunes hommes noirs entre 19 et 29 ans sont incarcérés ou impliqués d'une manière ou d'une autre dans le système d'injustice criminelle. C'est du lynchage. Il a aussi évoqué Sean Bell, abattu par des flics. « Le mouvement ouvrier doit s'impliquer », a souligné Jesse Smith, président du Comité africain-américain du United Healthcare Workers-West [syndicat des travailleurs de la santé de la côte Ouest], affilié au SEIU. « Dans le 13^e amendement de la Constitution des Etats-Unis, on vous dit que l'esclavage et la servitude involontaire sont abolis », a-t-il déclaré, mais ça ne s'applique pas aux « près d'un million d'hommes et de femmes noirs » aujourd'hui derrière les barreaux. Mumia « est une victime de l'esclavage dans ce système de justice criminel », a-t-il ajouté.

Parmi les autres orateurs figuraient Don White, coordinateur du Comité de solidarité avec le peuple du Salvador (CISPES) de Los Angeles, et Sherman Austin, un jeune anarchiste noir envoyé en prison pendant un an pour le « crime » d'avoir hébergé un site internet anarchiste. Austin a chanté ses chansons hip-hop engagées « Raise the Fist » [lève le poing] et « Freedom » [liberté]. Walter Lippman, rédacteur en chef du journal en ligne CubaNews, a aussi pris la parole. Il a noté que la traduction espagnole du livre de Mumia *We Want Freedom* est disponible partout à Cuba, où le cas de Mumia est suivi de près, et où il est vu comme un dirigeant de la lutte pour la justice aux Etats-Unis.

Don Cane, porte-parole de la Spartacist League, a déclaré : « Notre tâche est d'aider la classe ouvrière internationale à faire sienne la cause de ce prisonnier de la lutte de classe, de sorte que la revendication "Libérez Mumia" résonne dans les manifestations ouvrières du monde entier ! [...] Le mouvement ouvrier doit exiger la libération de Mumia Abu-Jamal ! Cela fera éprouver au mouvement ouvrier son propre pouvoir. Le combat pour libérer Mumia est un combat pour la libération des Noirs, l'émancipation du travail, et il fait partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste. »

Des réformistes aux éléments douteux

Un certain nombre de groupes réformistes ont cherché à dépendre la décision du tribunal fédéral du 27 mars comme une « victoire ». *L'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français réformiste, titrait ainsi le 28 mars « Mumia Abu-Jamal quitte le couloir de la mort ». Mais comme l'expliquait Mumia le 7 avril dans une interview radiodiffusée : « Si l'on examine ce que le tribunal a dit et ce qu'il a fait, ce qu'il a fait c'est créer de nouvelles règles, cela n'est pas une victoire. C'est encore la règle Mumia [...]. Donc c'est une fois encore la nouvelle règle. Quand un tribunal doit inventer de nouvelles règles et inventer de nouvelles lois pour confirmer quelque chose qui auparavant était injuste, ce n'est pas une victoire. Ce n'est pas une victoire. Mais nous continuons le combat. »

En France, le CDDS, l'organisation sœur du PDC, s'est battu pour dénoncer le caractère mensonger des proclamations de « victoire » du PCF. Ceci a provoqué la colère du

Collectif unitaire national « Ensemble, sauvons Mumia », soutenu par le PCF, qui a publié une déclaration où, entre autres choses, il condamnait comme une « calomnie » le fait que le CDDS ait noté à propos du collectif que « leur confiance dans l'Etat capitaliste découle de leur conviction que les tribunaux et la police sont une espèce de service public neutre, comme la poste ».

Le CDDS a répondu dans une lettre ouverte datée du 17 avril (voir page suivante) : « Le PCF administre l'Etat capitaliste depuis des décennies au niveau municipal, ainsi qu'au niveau national dans des gouvernements de front populaire comme sous Mitterrand et Jospin. La LCR aspire à faire de même [...]. LO vient de faire campagne aux élections municipales sur des listes avec le PC [...]. Un point programmatique central dans plusieurs de ces listes portait sur le rétablissement de la "police de proximité" [...]. D'alimenter les illusions dans le système raciste de la police et des tribunaux dans la France capitaliste-impérialiste va de pair avec prêcher le besoin d'un "nouveau procès équitable" pour Mumia, comme l'ont fait ces groupes. »

Alors que la gauche réformiste cherche à éviter comme la peste nos rassemblements de front unique, la douteuse International Bolshevik Tendency (BT) a cherché à être le microbe qui empoisonne les actions de protestation de masse centrées sur la classe ouvrière qui sont nécessaires pour libérer Mumia. Après s'être impliquée dans les rassemblements de front unique de Toronto et de Londres, la BT a ensuite annoncé des rassemblements dans des villes où nous n'avons pas de sections locales actives : Dublin en Irlande, Cologne en Allemagne, et Vienne en Autriche. Ces trois « rassemblements » en forme de villages Potemkine ont attiré au total moins de 35 personnes. Le « rassemblement » de Dublin incluait un porte-parole du groupe anarchiste Workers Solidarity Movement [mouvement de solidarité ouvrière] qui a mis en doute l'innocence de Mumia sans que cela ne suscite la moindre réponse de la part de la BT. D'autre part, des sympathisants de la BT se sont présentés au rassemblement de front unique d'Oakland du 19 avril ; tout en affirmant en soutenir les mots d'ordre, ils ont refusé de donner leur signature. Qu'est-ce que tout cela signifie ?

La BT a été formée il y a plus de 25 ans par d'ex-membres aigris de notre tendance, et elle est marquée par un dédain total envers les oppressions spécifiques, et notamment par un mépris hautain pour le combat pour la libération des Noirs. Quand nous avons organisé une série de mobilisations ouvrières/noires pour stopper le Ku Klux Klan et les nazis dans des grands centres urbains, dans la première moitié des années 1980, la BT nous a dénoncés pour avoir abandonné le travail syndical en faveur d'« organiser les communautés ». En 1985, les flics de Philadelphie, dirigés par le maire démocrate noir Wilson Goode et en étroite collusion avec le FBI de Ronald Reagan, ont bombardé la maison de MOVE, dont Mumia est un partisan, à Osage Avenue. Ils ont tué onze personnes. La BT n'a même pas émis un mot de protestation. Au contraire, quand nous avons organisé un meeting du souvenir à New York en solidarité avec les victimes de cette atrocité raciste, la BT nous a attaqués pour ne pas avoir polémique contre la philosophie de MOVE !

La BT, en fait, n'a même pas publié d'article sur Mumia avant 1996. Mais elle avait été à l'origine d'un tapage médiatique autour du cas de Mumia l'année précédente, en plein milieu des protestations contre l'ordre d'exécution – dans les pages du *Wall Street Journal*. Un article publié le 16 juin 1995 dans cet organe du capital financier américain reprenait

les calomnies de la BT contre la Spartacist League, selon lesquelles nous étions une « secte » cinglée. Il s'agissait de discréditer les efforts du PDC et d'autres forces en faveur de Mumia. Comme nous l'écrivions dans « La douteuse escroquerie du "front unique" de la BT – la lutte pour une défense lutte de classe de Mumia Abu-Jamal » (*Workers Vanguard* n° 903, novembre 2007) : « Les intentions du *Wall Street Journal* étaient suffisamment claires. Ce qui l'est moins, c'est comment et pourquoi la minuscule BT a été si commodément utilisée comme un instrument du *Wall Street Journal*. »

Nous ne pouvons que faire des hypothèses sur les raisons pour lesquelles une organisation qui se fiche totalement de l'oppression des Noirs peut s'impliquer dans le cas de Mumia. Ce que nous savons, c'est que la BT est une organisation dirigée par le sociopathe pervers Bill Logan, qui a été exclu de notre tendance en 1979 pour crimes « contre la morale communiste et la décence humaine élémentaire qui lui est sous-jacente ». Et nous savons que la BT a toujours été animée par une obsession perverse et hostile vis-à-vis de notre organisation. Dans la mesure où elle s'est impliquée dans le cas de Mumia, cela a été pour caresser dans le sens du poil les appels des réformistes à un « nouveau procès », tout en attaquant le PDC et la SL comme « sectaires » quand nous nous sommes battus pour enrayer la démobilisation des partisans de Mumia.

Mobilisons-nous maintenant pour libérer Mumia !

Le PDC a été fondé en 1974 sur le modèle de l'International Labor Defense (ILD) du mouvement communiste américain des premières années. L'ILD était dirigé par James P. Cannon, qui devait ensuite devenir le dirigeant fondateur du trotskysme américain. C'était la section américaine du Secours rouge international (MOPR), fondé par la Troisième Internationale (l'Internationale communiste) après la Révolution bolchévique de 1917. Dès sa création, le PDC a défendu des cas et des causes dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans l'esprit d'une solidarité non sectaire. En plus des prisonniers de la guerre de classe, comme les syndicalistes persécutés

pour avoir défendu leur piquet de grève, le PDC défend des militants antiracistes, des opposants à la guerre impérialiste et à l'oppression coloniale, des militants des droits des femmes et des homosexuels, et tous ceux qui sont pris pour cibles par le pouvoir capitaliste parce qu'ils défendent les opprimés. Il y a plus de 20 ans, le PDC a lancé un programme d'aide financière mensuelle pour les prisonniers de la guerre de classes, qui inclut aujourd'hui Mumia, Leonard Peltier et les prisonniers de MOVE.

Pour l'ILD des premières années, le cas de Sacco et Vanzetti a été un cas déterminant (voir « Les leçons du combat pour libérer Sacco et Vanzetti », *Workers Vanguard* n° 897 et 898, 31 août et 14 septembre 2007). Lors du rassemblement de protestation d'urgence de Los Angeles, le 28 mars, le porte-parole du PDC Michael Graham avait noté les parallèles frappants entre le combat de l'ILD pour sauver Sacco et Vanzetti et le cas de Mumia aujourd'hui :

« Les deux anarchistes avaient été la cible d'une machination de l'Etat capitaliste à peu près de la même manière que Mumia aujourd'hui : expertises balistiques bidon, intimidation des témoins, et utilisation du passé politique des accusés pour exciter le jury. Comme dans le cas de Mumia, un criminel avait avoué que c'était lui, et non Sacco et Vanzetti, qui était impliqué dans le crime pour lequel les deux hommes avaient été condamnés. Et comme dans le cas de Mumia, les libéraux, le Parti socialiste réformiste et les dirigeants procapitalistes de l'American Federation of Labor avaient démobilisé le combat pour la libération de Sacco et Vanzetti, en dévoyant le mouvement vers des appels à "une bonne journée au tribunal" pour redorer l'image "démocratique" de l'Amérique. »

Les rassemblements de front unique organisés à l'initiative du PDC donnent un avant-goût de ce qui est nécessaire pour arracher la libération de Mumia. Le temps presse, et le pouvoir raciste est déterminé à faire taire Mumia. **La puissance du mouvement ouvrier doit être mobilisée pour combattre l'oppression raciste et libérer tous les prisonniers de la guerre de classes ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 914, 9 mai

Lettre ouverte à tous ceux qui luttent pour la libération de Mumia

Pour des mobilisations ouvrières de masse pour libérer Mumia Abu-Jamal !

Pour des actions de front unique !

Nous reproduisons ci-après une lettre ouverte publiée par le Comité de défense sociale (CDDS) le 17 avril 2008.

* * *

La décision rendue le 27 mars par le troisième circuit de la Cour d'appel fédérale condamne Mumia soit à être exécuté, soit à être enterré vivant dans une prison pour le reste de sa vie. Ce jugement doit faire prendre conscience à tous ceux qui sont engagés dans la lutte pour la libération de cet inno-

cent que justice ne lui sera pas rendue par les forces qui ont monté une machination contre lui et l'ont condamné à mourir. A chaque étape des procédures, les tribunaux ont clairement affirmé que Mumia n'avait aucun droit qu'il soit obligés de respecter, et que son innocence n'a aucune importance. Même ceux qui, depuis des années, s'étaient mobilisés sur la base que Mumia pourrait avoir un « nouveau procès équitable » proclament maintenant qu'il ne faut pas entretenir d'illusions dans le système judiciaire américain.

Plus que jamais, la mobilisation pour la libération de Mumia, sous forme d'actions de protestation combatives de masse, doit se baser sur le rejet de toute confiance dans les tribunaux.

Le Partisan Defense Committee aux Etats-Unis et ses organisations de défense sœurs dans les autres pays ont lancé un appel à des actions de front unique, centrées sur la puissance sociale du mouvement ouvrier multiracial, d'Oakland à Sydney en passant par Los Angeles, Chicago, Londres et d'autres villes encore, autour des mots d'ordre : « Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste ! » Ces actions sont soutenues par différents syndicats, dont la section locale 3212 du syndicat des travailleurs de l'automobile à Chicago, la section new-yorkaise de la Coalition des syndicalistes noirs et la section locale de Finsbury Park du syndicat RMT des cheminots et des employés des transports en Angleterre ; par d'anciens militants des Black Panthers, dont Emory Douglas et David Hilliard, ainsi que par Ray Boudreaux et Richard Brown, deux des « 8 de San Francisco » qui sont traînés devant les tribunaux sous l'accusation d'avoir tué un flic – une accusation fabriquée de toutes pièces qui avait été jugée sans fondement il y a 30 ans. En France, le syndicat CGT des dockers de Marseille a apporté son soutien à ces actions de front unique, ainsi que le syndicat CGT cheminots de Mézidon-Canon, la CGT Total Normandie à Gonfreville l'Orcher, le SUD Rail Paris Rive gauche, les écrivains Gilles Perrault et Jann-Marc Rouillan, ancien militant d'Action directe aujourd'hui prisonnier politique et éditeur.

A Paris, nous avons été invités à une réunion de préparation du Collectif Unitaire National « Ensemble, sauvons Mumia ». Cette réunion s'est tenue le 1^{er} avril, la veille du rassemblement appelé par ce même collectif le 2 avril. Notre porte-parole a argumenté qu'il faut des actions de front unique pour mobiliser les forces les plus larges sur la base de la lutte pour la libération de Mumia : « marcher séparément, frapper ensemble », c'est-à-dire lutter ensemble pour un but commun, tout en conservant la pleine liberté de critiquer les autres groupes dans le front unique ; cette politique était celle de l'Internationale communiste au début des années 1920, et a été détruite par le stalinisme. Ce débat s'est poursuivi devant les participants, au nombre de plus d'une centaine, au rassemblement du 2 avril (où le CDDDS avait un contingent lutte de classe d'une bonne vingtaine de personnes), malgré une claque hostile menée par le MRAP, qui a tenté sans succès de faire taire notre porte-parole.

Mais quand, le 14 avril, nous nous sommes rendus à la réunion de préparation du Collectif Unitaire National, ses animateurs ont une nouvelle fois *catégoriquement refusé* de s'associer à notre proposition de front unique, y compris si celui-ci devait avoir pour seul mot d'ordre « Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal ! » En outre, le représentant du collectif a menacé de ne pas laisser le CDDDS prendre la parole lors du rassemblement appelé par le collectif le 19 avril, et dans lequel nous avons appelé à un cortège lutte de classe sur la base des cinq mots d'ordre « Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste ! Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes ! Mobilisons la puissance du mouvement ouvrier – pour des actions de protestation de masse ! »



Les réformistes sèment la désinformation sur la situation de Mumia. Dans le même article, LO

prétend que la justice « n'aime pas admettre qu'elle a pu se tromper », escamotant ainsi la conspiration des juges et des flics contre Mumia et prônant implicitement l'illusion qu'une telle erreur judiciaire pourrait être réparée par un nouveau procès. C'est ainsi que le mouvement pour Mumia se trouve démobilisé.

Le Collectif Unitaire National est allé jusqu'à publier, le 14 avril, un tract critiquant le CDDDS et dans lequel il s'applique à encenser la présentation par la presse française de la dernière décision de justice concernant Mumia. Cet argumentaire est évidemment dirigé contre nous, qui avons dit la vérité en expliquant que la presse de gauche présentait de façon mensongère cette décision du tribunal comme une sorte de victoire, plusieurs journaux, comme *l'Humanité*, *Informations ouvrières* (l'organe du Parti des travailleurs) et *Lutte Ouvrière* ayant même prétendu que Mumia était sorti du couloir de la mort. Le tract du Collectif Unitaire appelant au rassemblement du 19 avril prétend lui-même que la décision du tribunal est un « succès ».

La vérité est concrète : tous ceux qui ont d'une quelconque manière travaillé, ces dernières semaines, à faire passer le message que des mobilisations de masse pour sauver Mumia sont plus urgentes que jamais, ont rencontré de nombreuses réactions d'étonnement de la part de gens qui avaient entendu dire quelque chose quelque part et qui pensaient que ce combat s'était terminé victorieusement, et que Mumia était pratiquement libre. Pour faire descendre à nouveau les gens dans la rue, nous devons commencer par leur faire comprendre la gravité de la situation. Mumia lui-même a souligné, dans l'interview qu'il a donnée le 7 avril à la radio KPFA de Berkeley, que les tribunaux avaient créé une « nouvelle règle » pour le maintenir derrière les barreaux. Il ajoutait : « Quand un tribunal doit inventer de nouvelles règles et inventer de nouvelles lois pour confirmer quelque chose qui auparavant était injuste, ce n'est pas une victoire. Ce n'est pas une victoire. Mais nous continuons le combat. »

Depuis que le PDC s'est engagé dans le cas de Mumia, il y a plus de 20 ans, nous cherchons à mobiliser les forces les plus larges pour sa défense. Dans les rassemblements et les actions de protestation organisés par le PDC pour la libération de Mumia, les organisations et individus représentant des positions politiques diverses ont toujours été les bienvenus, et ont toujours été encouragés à exprimer leur point de vue, y compris leurs divergences politiques. D'ailleurs, nous avons proposé au représentant du Collectif Unitaire National de par-

ticiper, avec un orateur, au rassemblement de protestation d'urgence organisé le 29 mars dernier à Paris à l'initiative du CDDS (une proposition qui a été rejetée). Nous étions aussi conscients que ces forces étaient très éloignées de notre perspective lutte de classe. Notre lutte pour la libération de Mumia et l'abolition de la peine de mort raciste fait partie intégrante du combat que nous menons pour amener les travailleurs et les opprimés à prendre conscience que l'Etat capitaliste, ses flics et ses tribunaux, n'est pas une instance « neutre » au service de la société tout entière, mais qu'il a pour raison d'être de défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre ceux que ces derniers exploitent et oppriment. La machination contre Mumia Abu-Jamal exprime avec acuité la partialité de classe et de race des tribunaux capitalistes, et souligne la nécessité pour la classe ouvrière multiraciale de se faire le champion de la lutte pour la libération des Noirs.

Nous luttons pour des actions de protestation de masse pour la libération de Mumia, basées sur la puissance sociale du mouvement ouvrier, une puissance qui réside dans sa capacité à bloquer les profits, la sève même du capitalisme. A cette fin, le PDC aux Etats-Unis, et ses organisations sœurs dans le monde entier, dont le CDDS en France, se bat pour des actions de front unique authentiques en défense de Mumia – c'est-à-dire pour l'unité d'action basée sur des mots d'ordre décidés d'un commun accord et sur une totale liberté de critique. Ceci signifie un débat ouvert sur quelle stratégie est nécessaire pour reconstruire le mouvement pour Mumia et lutter pour sa libération.

La lettre du Collectif Unitaire du 14 avril, qui est dirigée contre nous, affirme que notre organisation sœur aux Etats-Unis critiquerait ouvertement les orientations de la défense, et dénigrerait supposément l'avocat principal de Mumia, Robert Bryan. La lettre n'apporte aucune citation à l'appui de ces affirmations, et pour une raison simple : on ne trouvera aucun exemple de ce genre où serait dénigré le travail des avocats de Mumia dans les centaines de pages que nous avons écrites ces dernières années sur la lutte pour la libération de Mumia. Toutes les voies juridiques doivent être exploitées vigoureusement pour attaquer la décision de la Cour d'appel. Toutefois, nous **avons effectivement** critiqué, depuis plusieurs années, la stratégie des organisations politiques réformistes qui appellent à un « nouveau procès ». Ce genre d'appel est basé sur un programme politique de confiance dans la classe capitaliste, ses politiciens et ses tribunaux pour rendre justice à ceux qui combattent pour les opprimés. Personne n'avait jamais appelé à un « nouveau procès » pour Angela Davis, Huey Newton ou Nelson Mandela. Si l'opposition politique entre notre appel à la « libération de Mumia » et ceux qui préconisent un « nouveau procès » avait été ouvertement débattue il y a dix ans et depuis lors, le mouvement pour Mumia serait aujourd'hui beaucoup plus fort et solidement basé sur la nécessité de nous mobiliser pour libérer cet innocent.

En France, les jeunes de banlieue ont été victimes d'une « justice d'abattage » raciste lors de la révolte de 2005 contre la terreur raciste quotidienne des flics, suite à la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré qui essayaient d'échapper à une rafle policière. En général, ceux qui ont fait appel de leur condamnation se sont généralement vu aggraver leur peine lors du procès en appel. A l'époque, le CDDS exigeait l'amnistie pour tous les jeunes de banlieue. Avec le procès contre le nationa-



Le Bolchévik

Paris, 19 avril : Cortège lutte de classe du CDDS dans le rassemblement appelé par le Collectif Unitaire National 'Ensemble, sauvons Mumia'.

liste corse Yvan Colonna, l'Etat français ne s'est même pas donné la peine de fabriquer des preuves pour condamner quand même à perpétuité Colonna, sans même le moindre indice de sa soi-disant culpabilité. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes pour les travailleurs et les opprimés, pas plus aux USA qu'en France. Mumia Abu-Jamal n'a pas besoin d'un nouveau procès, mais de sa libération immédiate ! Et il en va de même pour les prisonniers de la guerre de classes en France, dont les prisonniers d'Action directe et les cent nationalistes basques qui pourrissent dans les prisons françaises.

En dénonçant la manière dont les libéraux et les réformistes ont sapé la lutte pour la libération de Mumia avec leurs appels à un « nouveau procès équitable », nous nous sommes attiré les foudres de ceux qui sont hostiles à la perspective d'un mouvement lutte de classe pour la libération de Mumia. En rejetant notre appel urgent à une action de front unique, le Collectif Unitaire National fait preuve de lâcheté politique. Dans la situation d'urgence où nous nous trouvons, ils subordonnent la lutte pour la libération de Mumia à leur peur du débat politique.

La lettre du Collectif Unitaire National du 14 avril nous accuse de « régler [nos] comptes » avec les organisations réformistes, et insinue que qualifier de réformistes des organisations comme le PCF, la LCR et Lutte ouvrière serait une calomnie. Malheureusement, nous avons simplement dit la vérité, et la LCR est actuellement en train de mettre les points sur les « i » avec son projet d'expurger de son nom toute référence au communisme et à la révolution. Le PCF administre l'Etat capitaliste depuis des décennies au niveau municipal, ainsi qu'au niveau national dans des gouvernements de front populaire comme sous Mitterrand et Jospin. La LCR aspire à faire de même (la seule nouveauté à ce propos c'est qu'ils ont récemment brisé le « tabou » de le dire ouvertement) et LO a dit aussi « gérer une municipalité ne nous gêne pas » (*le Monde*, 27 novembre 2007). Le PCF, LO et la LCR croient vraiment que les tribunaux sont des services publics où l'on peut obtenir justice, comme le montre leur soutien aux mobilisations de l'automne dernier contre la fermeture de certains tribunaux décidée par le gouvernement français. LO vient de faire campagne aux

élections municipales sur des listes avec le PC et souvent avec certains petits partis capitalistes « de gauche ». Un point programmatique central dans plusieurs de ces listes portait sur le rétablissement de la « police de proximité » (Aubervilliers) et/ou un commissariat de police de plein exercice (Romainville). D'alimenter les illusions dans le système raciste de la police et des tribunaux dans la France capitaliste-impérialiste va de pair avec prêcher le besoin d'un « nouveau procès équitable » pour Mumia, comme l'ont fait ces groupes. Nous pensons effectivement qu'il est urgent de régler les comptes avec la stratégie de défaite du « nouveau procès » défendue par ces groupes et qui a conduit à la démobilisation d'un mouvement de millions de personnes, si nous voulons que le mouvement pour la libération de Mumia retrouve sa force, après déjà 26 ans d'incarcération.

L'appel à un « nouveau procès » était délibérément conçu pour s'adresser aux libéraux dont le souci est de préserver le mensonge de la « démocratie » américaine, et non la libération de Mumia. Un exemple parfait est donné par le journaliste David Lindorff, qui déclarait ouvertement dans son livre *Killing Time* « Je ne suis pas convaincu que Mumia Abu-Jamal était simplement un passant innocent », et qu'il est possible qu'il ait tiré sur l'agent de police Faulkner. Lindorff est accueilli à bras ouverts par les réformistes, tandis que le PDC, qui se bat depuis 20 ans pour démontrer l'innocence de Mumia et arracher sa libération, est exclu.

Quand la menace d'une mort imminente entre les mains du bourreau d'Etat a plané sur Mumia, en 1995, des actions de protestation de masse, y compris la mobilisation de syndicats et d'organisations représentant des millions de personnes, ont été organisées dans le monde entier, et ont stoppé la main du bourreau. Avant cela, le PCF et d'autres groupes n'avaient pas grand-chose à dire sur le cas de Mumia, ou plutôt ne disaient rien de tout. Les audiences qui ont eu lieu cet été-là pour faire annuler sa condamnation truquée ont révélé des preuves de plus en plus nombreuses de l'innocence de Mumia, dont beaucoup avaient été découvertes par Rachel Wolkenstein, conseillère juridique du PDC, et Jonathan Piper, qui ont fait partie de l'équipe des avocats de Mumia de 1995 à 1999. Mais au lieu d'utiliser ces preuves pour armer les partisans de Mumia et gagner de nouvelles personnes à militer pour sa libération, la gauche réformatrice a adopté l'appel à un « nouveau procès ». Alors que chaque nouveau témoin apportait des preuves supplémentaires de l'innocence de Mumia – William Singletary, Veronica Jones, Pamela Jenkins – les réformistes allaient toujours plus loin dans leurs efforts pour nourrir les illusions dans la « justice » américaine. Ceci a démobilisé un mouvement qui réunissait des millions de personnes – le message clair était : pourquoi se mobiliser dans la rue et dans les syndicats si justice peut être rendue à Mumia dans les tribunaux ?

Et quand on arrive à 2001, les réformistes s'activaient à escamoter les preuves de l'innocence de Mumia. En mars de cette année-là, Dan Williams, qui était alors l'assistant de Leonard Weinglass dans l'équipe des avocats de Mumia, publiait *Executing Justice*, qui dénigrait les preuves de l'innocence de Mumia et attaquait les aveux d'Arnold Beverly qui déclarait que c'était lui, et non Mumia, qui avait tué l'agent de police Faulkner, avant que ces aveux soient présentés devant les tribunaux. Pour cette trahison, Mumia a licencié Weinglass et Williams. En mai 2001, la nouvelle équipe d'avocats de Mumia a présenté devant les tribunaux d'Etat et les tribunaux fédéraux les aveux de Beverly, ainsi que les déclarations sous serment de Mumia et de son frère

Billy Cook affirmant que Mumia n'avait rien à voir avec la fusillade qui avait coûté la vie à Faulkner. Ces déclarations ne faisaient que s'ajouter à la montagne de preuves de l'innocence de Mumia. Mais elles étaient trop brûlantes pour les réformistes et les libéraux. S'adressant à eux, Mumia écrivait en mai 2001 : « Beaucoup d'entre vous ont dit que vous ne croyez pas au système, et pourtant, dans votre cœur, vous continuez à vous y accrocher. »

Quatre mois plus tard, confrontés aux attaques du 11 Septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, les libéraux et les réformistes reculaient sous la pression du renforcement de la répression et du patriotisme au nom de « l'unité nationale ». En décembre 2001, le juge du tribunal fédéral de district William Yohn annulait la condamnation à mort tout en confirmant la condamnation truquée de Mumia. C'était un coup démoralisant porté aux partisans d'un « nouveau procès », qui depuis longtemps avaient prêché qu'il serait rendu justice à Mumia dans les tribunaux fédéraux. Mais au lieu de mobiliser sur la base d'un appel à la libération de Mumia, ils ont dit aux militants de se tourner vers la prochaine cour d'appel fédérale. Des actions de protestation qui auparavant réunissaient des dizaines de milliers de personnes n'en attirèrent plus, au mieux, que quelques centaines.

Le temps presse. Mumia a presque atteint le bout de la route judiciaire, et il n'y a aucune raison de croire qu'il sera mieux traité par la Cour d'appel du troisième circuit réunie au complet ou par les néo-ségrégationnistes de la Cour suprême américaine. La lutte de Mumia est l'incarnation de la lutte contre ce système d'exploitation capitaliste et d'oppression raciste. Ceci souligne la nécessité urgente de mobiliser la puissance sociale du mouvement ouvrier pour sa défense. Il ne faut pas flancher sur l'innocence de Mumia, sur la nécessité de lutter pour sa libération et sur l'abolition de la peine de mort raciste. Nous appelons tous ceux qui luttent pour la libération de Mumia à se mobiliser maintenant et à participer à des actions de front unique de masse authentiques. **Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

Nous reproduisons ci-dessous l'intégralité de la lettre signée par Rachel Wolkenstein, conseillère juridique du PDC, qui a été diffusée lors de la réunion de la Free Mumia Coalition le 6 avril dernier à New York.

* * *

Nous avons noté avec plaisir qu'un tract appelait à manifester le 19 avril à Philadelphie autour du mot d'ordre « Nous disons : libération immédiate de Mumia ! » La lutte pour la libération de Mumia arrive à un tournant critique. La récente décision de justice montre de façon éclatante à ceux qui continuaient à entretenir ce genre d'illusions qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes. Comme le déclarait Pam Africa dans son « Appel à la mobilisation du 19 avril » publié le 3 avril dans *Workers World* : « Nous n'avons absolument aucune confiance dans le système judiciaire, mais si le cas de Mumia revient devant les tribunaux, nous continuerons à nous mobiliser pour être présents en masse dans le tribunal et dans la rue pour soutenir Mumia, tout comme nous l'avons toujours fait à chaque fois qu'il y avait une audience consacrée à Mumia, qu'il soit ou non présent. Cependant, nous savons que si justice est rendue à Mumia, cela ne viendra pas des tribunaux, mais seulement de la pression exercée par le peuple. »

A Philadelphie, le 19 avril, nous devons faire descendre dans la rue, dans une action de front unique de masse, toutes

les forces qui sont d'accord pour lutter pour la libération de Mumia. Nous y travaillons déjà, et nous construisons un cortège pour cette manifestation. C'est une situation d'urgence, car le pouvoir raciste est toujours déterminé à mettre à mort Mumia ou à l'enterrer vivant – nous ne pouvons pas laisser faire cela. La décision rendue le 27 mars par la Cour d'appel du troisième circuit doit réveiller tous les militants qui pensaient que les tribunaux fédéraux pourraient être équitables et impartiaux pour Mumia. 25 ans de procédures judiciaires ont montré sans aucune équivoque qu'il n'y a pas de moyen terme – il faut soit lutter pour la libération de Mumia soit accepter son lynchage légal ou le voir passer le reste de sa vie en prison.

Comme le Partisan Defense Committee l'a argumenté lors de la réunion de préparation du 31 mars à Philadelphie, nous renouvelons notre appel pour dire que la manifestation du 19 avril doit être construite sur la base d'un front unique : unité d'action avec liberté de critique. Ceci signifie que toutes les

organisations participantes d'accord avec le mot d'ordre « Libération immédiate de Mumia ! » devront être encouragées à avancer leurs propres positions dans leurs tracts, sur leurs panneaux et dans leurs slogans pour construire le rassemblement du 19 avril sous leur propre bannière. Chaque signataire du front unique doit être encouragé à publier sa propre déclaration pour le rassemblement, avec laquelle les autres signataires ne seront pas nécessairement d'accord. Les signataires devront seulement être d'accord sur le mot d'ordre du front unique – libération immédiate de Mumia ! – et sur le jour, l'heure et le lieu du rassemblement. Aucun signataire ne sera lié par le contenu des tracts des autres organisations signataires. Toutes les organisations signataires pourront également avoir un orateur à la tribune. De cette manière, le maximum d'organisations représentant la plus grande diversité d'opinions pourront être unies contre la machination raciste visant Mumia Abu-Jamal et lutter pour la libération de Mumia !

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal !

Il faut de l'argent pour payer la défense !

Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia », 43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Les dons au CDDS portant la mention spéciale « Mumia » ainsi que les collectes pour la défense légale de Mumia faites lors de meetings du CDDS ou de la LTF font l'objet d'un reçu et sont ensuite entièrement transférés à « MRAP solidarité Mumia » dans ce but.

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages « Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » (2 euros pour 25 exemplaires)

Il faut avoir les faits ! La brochure du CDDS, *Mensonges au service d'un lynchage légal* (disponible en français, en anglais et en allemand pour 50 cents l'exemplaire, 10 euros pour 30) réfute en détail le récent livre *Murdered by Mumia* du journaliste de droite Michael Smerconish et de Maureen Faulkner, dont le pamphlet mensonger sert de cri de ralliement non seulement pour l'exécution de Mumia mais aussi pour la peine de mort elle-même. L'autre brochure du CDDS sur Mumia, *la Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal – Mumia est innocent !* (1 euro) décrit la base politique de la vendetta de l'Etat contre Mumia ; elle fournit des détails supplémentaires sur les preuves explosives qui font voler en éclats la machination dont est victime depuis des dizaines d'années ce combattant pour la liberté des Noirs. Ces deux brochures du CDDS donnent des munitions politiques aux militants pour lutter pour la libération de Mumia.



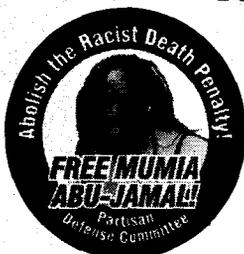
Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce)

Commandez la vidéo en anglais du PDC « Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal » contenant aussi le témoignage d'Arnold Beverly. (10 euros le DVD, 15 euros la cassette VHS)

Toute les commandes se font par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale.

Pour tout contact : CDDS, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris
tél. : 01 42 08 01 49 – e-mail : cdds-france@hotmail.fr

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.



Campagne internationale du Partisan Defense Committee

Rassemblements pour exiger la libération de Mumia



Philadelphie, 19 avril : le cortège du Partisan Defense Committee et de la Labor Black League, fort de 150 personnes, dans la manifestation pour Mumia Abu-Jamal qui a rassemblé environ 600 personnes.

Le 27 mars, le troisième circuit de la cour d'appel fédérale a confirmé la condamnation de Mumia Abu-Jamal, ancien membre des Black Panthers, partisan de l'organisation MOVE et journaliste primé, surnommé « la voix des sans-voix », et victime d'une machination : il a été accusé mensongèrement du meurtre, en 1981, de l'agent de police de Philadelphie Daniel Faulkner, et envoyé dans le couloir de la mort uniquement pour ses convictions politiques. La décision du tribunal, qui confirme un jugement rendu en 2001 par un tribunal de district fédéral, signifie soit qu'une nouvelle audience aura lieu pour fixer la peine, au cours de laquelle la condamnation à mort pourra être rétablie, soit que Mumia sera condamné à la prison à vie. C'est un scandale ! Il existe une montagne de preuves, que les tribunaux ont rejetées ou refusé d'examiner, qui démontrent que Mumia Abu-Jamal est un innocent qui n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison !

Anticipant la décision du tribunal, le Partisan Defense Committee [PDC] – une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, associée avec la Spartacist League/U.S. – et les Labor Black Leagues [Ligues ouvrières noires] avaient appelé l'été dernier à des rassemblements de protestation immédiatement après l'annonce du jugement. Ces rassemblements, qui ont eu lieu les 28 et 29 mars derniers, ont été suivis par des manifestations de front unique appelées par

le PDC, qui depuis plus de 20 ans a pris fait et cause pour Mumia, avec le soutien actif de la Spartacist League et des autres sections de la Ligue communiste internationale (LCI). Le 19 avril, environ 200 manifestants se sont mobilisés pour un rassemblement de front unique à Oakland, en Californie, tandis que plus de 100 personnes manifestaient à Londres et à Toronto. Des rassemblements de front unique ont aussi été organisés le 23 avril à Sydney, en Australie, le 24 avril sur le campus de l'Université nationale autonome (UNAM) à Mexico, et le 26 avril à Chicago et à Los Angeles.

Outre ces rassemblements de front unique, le PDC et la Labor Black League for Social Defense [Ligue ouvrière/noire pour la défense sociale] de New York ont mobilisé un cortège lutte de classe d'environ 150 personnes pour la manifestation organisée le 19 avril à Philadelphie, à l'appel d'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal (ICFFMAJ), qui a réuni quelque 600 personnes. Le même jour, le Comité de défense sociale (CDDS), l'organisation sœur du PDC en France, a également mobilisé un cortège d'environ 60 personnes dans un rassemblement qui a réuni environ 200 manifestants à Paris, tandis que nos camarades du Grupo Espartaquista de México, section de la LCI, participaient à un rassemblement d'environ 50 personnes à Mexico. Le 12 avril, en Allemagne, le Komitee für

Suite page 20